

# La rénovation du parti Travailleiste en Grande-Bretagne

## PRÉSENTATION

**D**éfaite en 1992. Défaite en 1987. Défaite en 1983. Défaite en 1979. Cela fait maintenant seize ans que le parti travailleiste est écarté du pouvoir et représente, de ce fait, un cas à part parmi les partis socialistes de l'Union européenne.

**M**ais le parti travailleiste est, en même temps, celui qui a le plus de chance de revenir le premier au pouvoir, à l'occasion des prochaines élections législatives qui doivent se tenir, au plus tard, en 1997.

**L**es conservateurs sont presque systématiquement battus lors des élections législatives partielles depuis le début des années 90. Le parti travailleiste a gagné les élections européennes en 1994 et a laminé le parti conservateur lors des élections locales d'avril et mai 1995. Le parti libéral-démocrate, "troisième force" jusqu'à présent à équidistance des deux grands, engage des "pour-parlers" avec les travailleistes... auxquels vient de se rallier un responsable significatif du parti conservateur. Enfin, un récent sondage Gallup accorde 54% d'intentions de vote aux travailleistes contre 26% aux conservateurs. Bref, le parti travailleiste fait aujourd'hui figure de favori.

La rénovation engagée sous la direction de Tony Blair explique, à l'évidence, une large part de la crédibilité retrouvée du parti travailliste. C'est la raison pour laquelle nous avons voulu comprendre les *causes* des échecs passés et le *contenu* de la rénovation présente, d'autant qu'elle est menée à la fois sur les terrains idéologique, programmatique et organisationnel.

Pour ce faire, nous avons confronté les analyses d'un politique, Tony Blair, et d'un universitaire, Lewis Minkin. L'un est l'acteur principal de cette rénovation, l'autre en est un observateur privilégié. Ensemble, ils permettent de mieux appréhender la situation d'un parti qui nous est à la fois proche et, bien souvent, méconnu. Ils ouvrent également des pistes de réflexion fécondes pour la rénovation que le parti socialiste français a lui aussi engagé...

Gilles Finchelstein  
Axel Queval

La Fondation Jean-Jaurès remercie Véra Matthias, Claudette Bardou, Colette Vernhes, Angéline Alvarez et Benoit D'Ancona pour leur contribution précieuse à la publication de ce numéro.

Tony Blair

---

# Un nouveau parti travailliste, une nouvelle Grande-Bretagne

***Le texte de Tony Blair qui suit a été prononcé le 5 juillet dernier. Son contexte mérite d'être précisé. Son prétexte suppose d'être expliqué. Le contexte immédiat est celui d'un gouvernement conservateur usé et divisé mais qui, quelques jours auparavant, a procédé à un remaniement plutôt bien accueilli par l'opinion britannique. Le prétexte - ou, plus précisément, l'objet de ce discours - est la célébration du cinquantième anniversaire des élections générales de 1945 qui ont vu le parti travailliste de Clement Atlee l'emporter sur le parti***

***conservateur de Winston Churchill. A l'invitation de la Fabian society, Tony Blair a saisi l'occasion pour présenter, en creux, en pleins et en déliés, les contours de son projet pour son parti et pour son pays.***

---

## L'auteur

Tony Blair est né en 1953. Il a adhéré au parti travailliste en 1975. Il a été élu à la Chambre des Communes en 1983. Il est devenu porte-parole du groupe travailliste pour les affaires budgétaires en 1985 puis pour le commerce et l'industrie en 1987. Il a été élu au "cabinet fantôme" en 1988 et a détenu le portefeuille de l'énergie - menant la bataille contre la privatisation de l'électricité - puis le portefeuille de l'emploi en 1989. Après les élections législatives de 1992, il est devenu "ministre fantôme" de l'Intérieur. Il est membre du Comité National Exécutif depuis septembre 1992. Il a été élu leader du parti travailliste le 21 juillet 1994.

Je voudrais commencer par faire quelques observations sur les événements récents. Je soupçonne le Parti conservateur de s'être réveillé aujourd'hui avec une gigantesque gueule de bois. Il se gratte la tête, se demande où il a bien pu aller la nuit dernière et avec qui il a passé la soirée.

Laissez-moi leur dire ce qu'ils ont fait. Ils se sont complètement plantés. Ils ont encore une fois échoué et n'ont pas répondu à la principale question qui les harcèle depuis 1990 : faut-il enterrer le thatchérisme à jamais ou aller au-delà ? Cette grande occasion, ils ne l'ont pas saisie. Tout ce qu'ils ont décidé, c'est de ne rien décider. Tout ce qu'ils ont résolu, c'est de ne rien résoudre. Ainsi, c'est toujours la même histoire : davantage de rafistolages pour plaire aux factions, davantage de compromis pour amadouer les ennemis du Premier ministre ; les bureaux de l'Etat utilisés comme le champ de bataille de cette guerre civile interne qui fait rage à l'abri des caméras installées sur le perron. Le remaniement dont nous sommes aujourd'hui témoins en est l'illustration la plus parfaite : des nominations non pas décidées sur la base du mérite des individus ou sur la base d'une stratégie clairement définie mais, au contraire, cette nomination-ci pour la gauche, celle-là pour la droite, un Premier ministre moins que jamais libéré des factions : au mieux un manager, au pire un prisonnier.

La vérité est que, quelles que soient les nouvelles têtes, les Tories<sup>(1)</sup> ont opté pour le non-changement. Le gouvernement qui a augmenté les impôts, sapé les services de santé et l'éducation nationale et qui n'a pas tenu une seule des promesses faites, est toujours là. Le choix est maintenant clair : pas de changement sous les Tories ou un nouveau départ sous un Parti travailliste rénové et moderne.

Ce sera toujours la même histoire jusqu'à ce que le peuple puisse faire le choix qu'il veut vraiment faire : pas entre deux partis conservateurs, mais entre les Tories et les Travaillistes. Un parti Tory, obsédé par des dissensions internes, dans lequel les perspectives de carrière passent avant l'intérêt de la nation. Et les Travaillistes qui, au moment même où cette lutte faisait rage, étaient en train de présenter de nouvelles orientations sur la santé, l'éducation et l'économie,

correspondant vraiment aux besoins de la nation. Il y a cinquante ans aujourd'hui, le peuple britannique élisait un gouvernement travailliste qui a reconstruit notre nation. Nous nous proposons maintenant de rétablir cette confiance qui nous lie avec le peuple afin qu'il nous assigne la tâche de construire une nouvelle Grande-Bretagne.

Nous nous trouvons donc à un carrefour idéal pour retourner en arrière, vers 1945, et pour nous tourner aussi vers l'avenir. Alors, comme aujourd'hui, nous devons faire face à de considérables changements dans l'économie mondiale et dans la société. Alors, comme aujourd'hui, le parti travailliste représentait l'intérêt de la nation et offrait de l'espoir pour l'avenir, quand les Tories, eux, représentaient à la fois des intérêts sectoriels et le passé. Alors, comme aujourd'hui, il fallait reconstruire la Grande-Bretagne et les électeurs se tournèrent vers le parti travailliste pour qu'il relève ce défi. Parce que, à cette époque comme aujourd'hui, les gens savaient que le dogme du marché et l'individualisme cru ne pourraient pas résoudre les problèmes de la nation. C'est pourquoi, aujourd'hui, je suis ici pour rendre hommage à la génération de 1945, pour tirer les enseignements de leur victoire et de leurs réussites et pour définir la façon dont les valeurs durables de 1945 peuvent être appliquées au monde si différent de 1995.

## PASSÉ, PRÉSENT ET FUTUR DU PARTI TRAVAILLISTE.

Alors que nous célébrons le 50<sup>ème</sup> anniversaire d'une date d'une importance considérable dans l'histoire du parti travailliste et de notre pays, je n'hésite pas à qualifier le gouvernement travailliste de 1945 de plus grand gouvernement en temps de paix de ce siècle. A sa tête, des hommes d'Etat aux statures aujourd'hui encore imposantes: Attlee<sup>(2)</sup>, Morrison, Bevin, Bevan. Ses réalisations ont été immenses : la démobilisation et le plein emploi, l'Etat providence et la sécurité sociale gratuite pour tous, ainsi qu'une contribution significative aux relations internationales. Et ce gouvernement était tellement assuré de la confiance des Britanniques qu'il ne perdit aucune élection législative partielle, mais gagna des suffrages lors de sa réélection en

---

1)- Au départ, injure d'origine irlandaise qui signifie "bandit de grand chemin"; surnom donné par les libéraux conservateurs devenu une appellation courante du parti conservateur.

---

2)- Clement Attlee (1883-1967) : Leader travailliste de 1935 à 1955, vice-Premier ministre du gouvernement Churchill d'union nationale de 1940 à 1945. Premier ministre de 1945 à 1951, il a dirigé le premier gouvernement travailliste majoritaire

**M**ODE DE SCRUTIN. Les députés britanniques sont élus au scrutin majoritaire uninominal à un tour. Généralement, le parti arrivé en tête bénéficie d'un effet d'amplification qui lui procure une large majorité de sièges. Néanmoins, lorsque deux partis sont proches en nombre de voix, il est possible d'obtenir une faible majorité en voix tout en étant de peu minoritaire en sièges du fait des disparités démographiques ou des différences d'écarts de résultats entre les circonscriptions. Ainsi, en 1951, les Travaillistes obtinrent 0,5% de voix de plus que les Conservateurs mais furent minoritaires de 26 sièges à la Chambre des Communes.

Le 26 juillet 1945 : 393 sièges pour les Travaillistes, 209 sièges gagnés, 146 sièges de majorité.

Cette conférence comporte deux thèmes récurrents : d'une part, les réalisations du gouvernement de 1945 et les leçons que nous pouvons tirer de cette expérience ; d'autre part, la modernisation actuelle du parti travailliste que je voudrais replacer dans son contexte historique.

Au sujet du gouvernement de 1945, j'aimerais souligner le fait que ses réalisations ont été colossales et ses conséquences durables. Mais il est important de comprendre d'où venait sa force, ce qu'elle représentait vraiment, ainsi que ce qu'elle ne représentait pas. La réalité est que le projet politique du gouvernement travailliste est né du gouvernement de coalition formé pendant la guerre<sup>3)</sup> et que sa profession de foi était surtout forte par la nouvelle orientation qu'elle incarnait, plutôt que par le détail des propositions qu'elle avançait.

La véritable force radicale du gouvernement de 1945, c'était la complète clarté et l'absolue détermination avec laquelle ses objectifs étaient définis et mis en application. Plein emploi, logements décents, service de santé et éducation nationale adéquats, ces objectifs étaient magnifiques. Ce gouvernement était massivement poussé par un sens du devoir national et une volonté de renouveau, extraordinairement uni dans ses buts et sans complexe aucun sur la nécessité de construire

3)- De 1940 à 1945, la Grande Bretagne fut gouvernée par un gouvernement de coalition dirigé par Winston Churchill et dont Clement Attlee était numéro deux.

1950 et encore en 1951 lorsqu'il obtint plus de voix mais moins de sièges que les Tories. Les réalisations de ce gouvernement me rendent fier d'être un socialiste démocratique. Sa confiance en lui, son enthousiasme, son exubérance sympathique et son attachement au travail à accomplir sont une source d'inspiration pour l'ensemble du mouvement tra-

un large consensus pour arriver à ses fins. Il a ainsi profondément transformé les orientations politiques de toute une génération.

Mais ce gouvernement n'est pas tombé du ciel. L'expérience de la guerre a été crucial pour le résultat des élections. Le génie des leaders travaillistes a été de s'identifier à l'état d'esprit national et, en même temps, de parvenir à le guider. Le parti travailliste est apparu comme le parti le plus à même de donner à l'espoir populaire une expression législative. Le pays a jugé que les Conservateurs, de par leur échec passé à relever les défis des années trente, ne pouvaient pas répondre au besoin de renouveau des années quarante. Mais, par son programme, le gouvernement de 1945 a également construit à partir de l'héritage passé. Les précédentes réformes progressistes, dans le domaine social et économique, lui ont servi de base législative et intellectuelle. Le débat des années trente a contribué à forger la vision d'une génération de leaders. Et l'expérience de la guerre dans le gouvernement leur a donné les compétences pour appliquer leur programme. Ils ont été élus, prêts à gouverner et c'est ce qu'ils ont fait.

Il faut également ajouter que le gouvernement de 1945 correspondait à son époque. Notre défi n'est pas de retourner aux années quarante, mais plutôt de se servir des valeurs sur lesquelles s'est appuyé le gouvernement pour les appliquer aujourd'hui. C'est avec passion que je veux diriger un parti qui, encore une fois, symbolise et guide l'état d'esprit national vers le changement et le renouveau.

Et cela me fournit la transition vers le second thème : le défi de la modernisation aujourd'hui.

C'est un défi, car hormis éventuellement l'exception de 1964, le parti travailliste n'a jamais été capable de recréer le fort consensus politique qui prévalait en 1945. En vérité, 1945 était l'exception et non la règle. Le parti travailliste de 1945 a surmonté mais pas résolu les questions fondamentales relatives à l'idéologie et à l'organisation du parti. Par temps de guerre, ces questions se sont éclipsées, mais elles sont plus tard réapparues. A la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingts, elles nous furent presque fatales. Fondamentalement, notre idéologie et notre organisation sont toutes deux

devenues dépassées. Ce que Neil Kinnock, John Smith et moi-même nous sommes proposés de faire est de surmonter ces faiblesses et de

#### LEADERS TRAVAILLISTES

Clement Attlee	de novembre 1935	à décembre 1955 (se retire à 72 ans)
Hugh Gaitskell	de décembre 1955	à janvier 1963 (décès)
Harold Wilson	de février 1963	à avril 1976 (démission)
James Callaghan	d'avril 1976	à novembre 1980 (en conflit avec le NEC)
Michaël Foot	de novembre 1980	à octobre 1983 (démissionne après les résultats des élections de juin)
Neil Kinnock	d'octobre 1983	à juillet 1992 (démissionne après les élections d'avril)
John Smith	de juillet 1992	à mai 1994 (décès)

le décalage entre nos objectifs déclarés et nos politiques gouvernementales a alimenté de constantes accusations de trahison, lesquelles mettaient en cause une direction trop timide pour s'engager réellement sur le chemin conduisant au "socialisme authentique". Cela a fait beaucoup de mal à notre parti, fragilisé en outre par les faiblesses de notre organisation.

Le parti s'est développé à partir du souhait légitime des syndicats de défendre leurs intérêts et les membres du Parlement qu'ils avaient parrainés. Par conséquent, le parti travailliste s'est organisé traditionnellement sur des affiliations collectives massives et sur une structure démocratique se reposant strictement sur les militants actifs. Bien sûr, un parti de travailleurs ordinaires devrait par définition

transformer ainsi la gauche du paysage politique en Grande-Bretagne.

S'efforçant de se distinguer des réformateurs libéraux, les statuts du parti travailliste s'identifient à une tendance particulière de la pensée socialiste: l'appropriation collective.

Concrètement, son idéologie était de ce fait dominée par une vue trop étroite du socialisme démocratique. Le temps passant, la clause IV a pris la stature d'un totem. Nos objectifs étaient mal interprétés. Et, le socialisme étatique perdant de sa crédibilité, nous avons perdu aussi nos soutiens. En outre,

avoir à coeur les intérêts de la majorité. Mais les intérêts des producteurs sont depuis des siècles devenus de plus en plus variés et diffus, et doivent être équilibrés par rapport aux besoins des consommateurs. Sur le plan de l'organisation démocratique, la disparition du militantisme de masse et la faible participation aux réunions syndicales ou politiques ont transformé la machine du parti en coquille vide, soumise aux guerres de factions et au sectarisme. Malgré les apparences, ce n'était plus démocratique car le lien fondamental entre le parti et les personnes qu'il souhaitait réellement représenter, avait disparu. Les membres d'un comité politique de circonscription ou d'un comité fédéral syndical de 1970 pouvaient prétendre représenter leurs adhérents, mais, la vérité, c'est que tel n'était pas souvent le cas.

L'idéologie était donc dépassée mais les structures du parti ne permettaient pas d'en prendre conscience. Finalement, c'est le pays qui nous a obligés à le faire, en rejetant - avec constance - la perspective d'un gouvernement travailliste<sup>(4)</sup>. Notre mission, aujourd'hui, est donc de reconstruire notre idéologie à partir de la force de nos valeurs et de la manière dont elles sont exprimées, puis de recréer une organisation en phase avec notre idéologie.

Nous avons bien avancé vers cet objectif. La première étape s'est traduite par la nouvelle rédaction de la clause IV, dans laquelle, loin de tourner le dos à nos valeurs, nous les avons ré-incarnées. La deuxième étape est également en cours. L'objectif ultime est un nouveau consensus politique de tout ce qui est à la gauche du centre, basé sur les valeurs-clés du socialisme démocratique et de la social-démocratie européenne, ferme dans ses principes mais capable de s'adapter aux évolutions du monde d'aujourd'hui afin que ces valeurs puissent être mises en pratique et bénéficier d'un large soutien. Dans cet esprit, nous devons valoriser la contribution de Lloyd George, Beveridge et Keynes et pas seulement celle de Attlee, Bevan et Crosland<sup>(5)</sup>. Nous devrions commencer par explorer notre propre histoire avec une nouvelle approche et sans idées préconçues.

La semaine dernière, nous avons vu un parti conservateur qui avait peur de se poser des questions sur lui-même, ses objectifs et sa direc-

4)- Les quatre dernières élections générales ont été gagnées par les conservateurs. C'est la première fois de l'histoire de la Grande-Bretagne contemporaine qu'un parti reste aussi longtemps au pouvoir. Le gouvernement travailliste de J.Callaghan fut contraint à des élections en 1979 après une motion de censure provoquée par un hiver social particulièrement dur entre le gouvernement et les syndicats. Les élections de 1983 furent marquées par la guerre des Malouines et donnèrent une majorité considérable à Mme Thatcher. Les élections de 1987 et 1992 ont été décidées par Margaret Thatcher puis John Major au moment le plus opportun pour leur camp.

5)- Anthony Crosland (1948-1977) : président de la Fabian Society, occupa différents postes dans les gouvernements Wilson avant d'être en 1976, candidat malheureux à la succession de celui-ci ; devient alors secrétaire au Foreign Office jusqu'à sa mort ; surtout connu comme théoricien du socialisme non marxiste.

---

6)- Au sens des débuts de la III<sup>ème</sup> République

tion. Le débat s'est ouvert, mais il était si douloureux qu'il a été aussitôt refermé. Nous ne devrions pas nous dérober, et nous n'avons pas besoin de nous dérober, car nous sommes tellement plus forts, tellement plus libres, grâce à notre "redécouverte de nous-mêmes" (Voyage of rediscovery). Une partie de cette redécouverte est d'accepter la tradition radicale<sup>6)</sup>, à l'extérieur de notre propre parti, et de célébrer ses réalisations à l'intérieur même du parti. A l'intérieur, les attaques portées contre les abus du pouvoir économique, l'engagement envers la justice sociale et la capacité à mobiliser le pays pour le changement ont fait la force de cette tradition. A l'extérieur, c'était sa sensibilité envers l'abus du pouvoir politique aussi bien qu'économique et dans son indépendance de pensée qui, au cours de ce siècle, a contribué à promouvoir nos objectifs économiques. Notre tâche est de rassembler aujourd'hui ces deux forces, sous la direction du parti travailliste, avec le même type de large consensus pour le changement, comme la génération passée l'avait fait en 1945.

Je ne suis pas intéressé à gouverner pour une seule législature ou à arriver au pouvoir sur une vague d'euphorie, un magnifique échafaudage d'espairs, qui éblouit un moment avant de s'effondrer. Je veux reconstruire ce parti à partir de ses fondations en m'assurant que chaque pierre est à sa place, et que chaque pièce n'est pas dessinée pour faire de l'effet, mais pour remplir une fonction dans l'édifice d'ensemble.

#### RETOUR EN ARRIÈRE.

L'année 1945 a, bien sûr, une double signification : la fin de la deuxième guerre mondiale et la première majorité absolue pour le parti travailliste. Ces deux événements sont intimement liés car la victoire écrasante du parti travailliste témoignait du fait que la parti symbolisait mieux les espoirs d'une Grande-Bretagne déchirée par la guerre que les Tories. La vision de l'avenir du parti travailliste correspondait à la vision pour laquelle les Britanniques s'étaient battus. Le parti travailliste était devenu la voix de la nation comme il ne l'avait jamais été auparavant, et comme il l'a rarement été depuis.

Les élections de 1945 et le gouvernement qui s'ensuivit sont donc la source d'une immense fierté pour le parti travailliste. En 1945, les Britanniques voulaient un redressement national : un changement après les années de dépression des années trente, un changement après les années de guerre des années quarante. Et ils firent confiance au parti travailliste, dont les dirigeants jouèrent un rôle central dans la coalition en temps de guerre, pour conduire ce redressement. Le parti travailliste avait promis de construire un avenir pour tous. Comme Barbara Castle<sup>7)</sup> l'a récemment écrit : " nous avons été propulsés vers Westminster par une vague de popularité, d'espoir et de confiance en une société nouvelle."

Ce n'était pas sur un programme détaillé que ce gouvernement est arrivé au pouvoir, mais sur une vision très claire des buts et de la marche à suivre. Il y avait, bien évidemment, Beveridge et les projets travaillistes de sécurité sociale mis au point pendant la guerre. Il y avait la loi d'orientation sur l'éducation nationale que le gouvernement de coalition avait fait adopter en 1944. Mais le débat sur la politique économique et le rôle de la planification dans les années trente, quoique long, était plutôt confus. Et d'autres projets furent réalisés sur le vif, comme par exemple la structure du National Health Service (NHS, Sécurité sociale britannique) d'Aneurin Bevan. Cependant, ce que le gouvernement de 1945 possédait par-dessus tout, c'était un sens aigu des orientations à suivre, basées sur des valeurs propres aux travaillistes : le sens du juste, la lutte contre la pauvreté et l'égalité sociale.

En 1945, le parti travailliste était, comme aujourd'hui, un parti patriotique. Il personnifiait à la fois la volonté de la nation et l'épanouissement individuel, en particulier dans son slogan : "maintenant gagnons la paix !" La deuxième guerre mondiale fut une guerre du peuple. Sur le champ de bataille, des hommes de toutes classes se sont battus ensemble. En Grande-Bretagne, l'évacuation des villes provo-

---

**Je veux reconstruire ce parti à partir de ses fondations en m'assurant que chaque pierre est à sa place, et que chaque pièce n'est pas dessinée pour faire de l'effet, mais pour remplir une fonction dans l'édifice d'ensemble.**

---

---

7)- Barbara Castle: principale figure féminine du Labour dans les années 60/70, elle fut notamment ministre des Affaires Sociales de 1974 à 1976

qua, dans tous les sens du mot, un rassemblement de la population sans précédent, et sans équivalent depuis. A la suite de cette guerre du peuple, les travaillistes promirent de construire la paix pour le peuple. Ils se firent le porte-parole de la vision de ce que la Grande-Bretagne devrait être : un bastion généreux et progressiste, de civilité et de justice sociale. L'unité nationale et le patriotisme se rassemblèrent pour construire une société meilleure.

Les travaillistes se mirent à la tête du mouvement pour un redressement national qui dépasserait les classes, les groupes d'âges et les régions. Bien que Tony Benn<sup>(8)</sup> se souvienne que, lors d'un démarchage électoral au 10 Downing Street, le majordome et le personnel de service avaient tous l'intention de voter Tory - une domestique lui dit: "Nous perdrons nos emplois si nous ne votons pas Tory !" - les travaillistes gagnèrent des voix à travers tout le pays. La nuit dernière, j'ai rencontré George Wallace, parlementaire élu dans la circonscription de Chislehurst - mais oui ! Chislehurst dans le Kent<sup>(9)</sup> - il y a cinquante ans. Dans le fascinant récit des élections de 1945 de Austin Mitchell aujourd'hui publié par la Fabian Society, il explique qu'il avait rencontré Ellen Wilkinson à la première réunion du nouveau groupe parlementaire travailliste. "Vous avez donc gagné" lui dit-elle. "Quelle était la circonscription ?" "Chislehurst" répondit-il. Elle répliqua: "Mon Dieu, la révolution est en marche !".

En outre, les travaillistes n'avaient pas seulement promis le changement, ils l'avaient apporté en combinant à part égale idéalisme et pragmatisme. Les réalisations furent considérables :

- Les travaillistes organisèrent la transition entre une économie de guerre et une économie de paix sans retourner au chômage de masse ou à la réapparition de zones de crise.

- Les travaillistes mirent en application le rapport Beveridge abolissant le détesté "means-test" (c'est-à-dire l'enquête financière sur les ressources d'une personne demandant une aide), augmentant les pensions des retraités de 10 à 26 shillings par semaine, établissant un système universel de sécurité sociale couvrant la maladie, le chômage, la retraite, et, enfin, apportant une aide aux enfants et aux familles,

avec un système de protection sociale que le monde nous enviait.

- Les travaillistes mirent en place le N.H.S., le National Health Service (sécurité sociale gratuite pour tous) trois ans après leur élection, il y a 47 ans aujourd'hui. Pour la première fois, les gens ne vivaient plus dans l'angoisse de tomber malades. Défiant le grand mensonge Tory, selon lequel égalité voulait dire nivellement par le bas, le gouvernement démontra que le socialisme ne prône pas la démolition de l'excellence mais sa généralisation.

- A l'étranger, les travaillistes ont également apporté leur contribution. Attlee était déterminé à accorder l'indépendance à l'Inde, montrant ainsi qu'il était prêt à reconsidérer le rôle de l'Empire. Et la contribution d'Ernest Bevin<sup>(10)</sup> fut essentielle pour la mise en place du plan Marshall, de l'OTAN et des Nations Unies, qui furent l'expression même des liens d'interdépendance et de coopération entre les peuples. Nous ne devrions pas oublier non plus le rôle que le parti a joué pour aider les socialistes et les forces progressistes à travers le monde : Denis Healey n'était pas Secrétaire international pour rien!

Dès 1950, Sam Watson, le chef des "Durham Miners"<sup>(11)</sup>, déclara à l'occasion du Congrès du Parti : "La pauvreté a été abolie. On ne connaît plus la faim. On soigne nos malades, les vieux sont chéris, nos enfants grandissent dans un pays offrant à chacun sa chance". Les Tories étaient constamment sur la défensive. Ils essayèrent d'enterrer le rapport Beveridge. Ils déclarèrent que le plein emploi était impossible à réaliser. Ils votèrent contre les deuxième et troisième lectures du projet de loi sur la sécurité sociale. Mais l'opinion publique s'est retournée contre eux. Les travaillistes ne symbolisaient pas seulement un nouveau consensus : ils contribuèrent à le créer et à le maintenir.

Rétrospectivement, bien sûr, nous pouvons regretter des erreurs ou des omissions. Peter Hennesy, un biographe bienveillant envers ce gouvernement, en souligne trois : premièrement, l'échec à reconnaître complètement les réalités du nouvel ordre mondial, manifesté par l'attitude du gouvernement à l'égard de l'Europe ; deuxièmement, le peu d'enthousiasme à moderniser les institutions gouvernementales, ce que Kenneth Morgan appelle le "centralisme sévère" du gouvernement tra-

---

8)- Tony Benn : issu d'une famille aristocratique, il a renoncé à son titre de lord héréditaire pour rester député. Il a été président de la société fabienne. Principal porte-parole de l'extrême gauche travailliste, il a été ministre dans tous les gouvernements travaillistes des années 60/70. Candidat à la succession de Harold Wilson en 1976, il manque de peu l'accession au poste de leader adjoint en 1981.

---

9)- Le comté du Kent est, au sud de l'Angleterre, un des bastions les plus solides des Conservateurs.

---

10)- Ernest Bevin (1881-1951) : Président du T.U.C. avant guerre, il devient secrétaire au Foreign Office de 1945 jusqu'à sa mort.

---

11)- Durham miners : mineurs d'un bassin du Nord de l'Angleterre

vailliste ; troisièmement, une tendance à regarder en arrière vers les problèmes des années trente mais pas en avant vers les défis des années cinquante.

Des biographes peu complaisants - au premier rang desquels Correlli Barbet - soutiennent qu'en essayant de construire une nouvelle Jérusalem, les travaillistes et la Grande-Bretagne ont préféré le confort social au développement économique. Mais la réalité est différente. Le gouvernement de 1945 a poursuivi l'objectif de la justice sociale. Mais il a aussi considérablement mis l'accent sur la modernisation économique. De plus, en poursuivant conjointement des objectifs sociaux et économiques, il a jeté les bases de la période de croissance économique la plus rapide de notre histoire. Les britanniques ne pouvaient franchement pas se plaindre d'un gouvernement ayant développé l'emploi et réduit la pauvreté. Ce n'est donc pas surprenant que Neil Kinnock, alors âgé de neuf ans, ait vu son père pleurer à l'annonce de la défaite des travaillistes aux élections de 1951.

#### LES LEÇONS DE 1945.

**L**a vérité, c'est que le gouvernement faisait preuve à la fois de vitalité intellectuelle, de courage moral et d'efficacité organisationnelle. C'était un gouvernement disposé à se servir des ressources de l'ensemble de la tradition progressiste. Les idées de Keynes et de Beveridge constituèrent la pierre angulaire des réformes. Attlee avait proclamé : "l'objectif du socialisme est de donner plus de liberté aux individus". Et le philosophe politique Th. Marshall a explicitement lié le projet socialiste et la philosophie libérale, en résumant l'histoire de trois siècles de réformes politiques en trois phases :

- "les luttes pour la citoyenneté civile du XVIII<sup>ème</sup> siècle - liberté de la personne, liberté d'expression, liberté de pensée, liberté religieuse et droit à la justice ;
- les campagnes pour la citoyenneté politique du XIX<sup>ème</sup> siècle, en tout premier lieu le droit de vote ;
- la mise en oeuvre de la citoyenneté sociale au XX<sup>ème</sup> siècle, essentiellement un niveau minimum de revenus et la sécurité sociale."

Le socialisme démocratique en Grande-Bretagne était, il est vrai, l'héritier politique de la tradition radicale ou progressiste du Libéralisme : distinct par ses propres racines, priorités, principes et pratiques, mais avec des affinités manifestes.

En outre, le parti travailliste de 1945 a mis son sens de l'organisation au service de son projet. Fort de cinq cent mille membres en 1945, il en comptait plus d'un million en 1951. Il recueillait un large soutien dans le pays. Ainsi, les travaillistes gagnèrent en 1945 car ils avaient été au-delà de leur base traditionnelle, surtout dans le sud du pays.

La carte électorale de 1945 est remarquablement similaire à celle des élections européennes de 1994. Nous avons gagné six des sept sièges à Norfolk, sept des neuf sièges en Essex, quatre des cinq sièges dans le Northamptonshire et deux sièges dans le Somerset. Les travaillistes s'étaient efforcés d'atteindre les électeurs au-delà des régions industrielles traditionnelles, comme Herbert Morrison qui avait abandonné Hackney, pourtant sûre, et s'est battu pour Lewisham East, circonscription plus tangente, et gagnée de 15.000 voix. Une marée rose a déferlé sur la banlieue de Londres. Il s'agissait de nouveaux quartiers où les gens sont propriétaires de leur logement, à Metroland et sur la ligne ferroviaire du sud, ainsi que dans les zones industrielles à l'Ouest de Londres. Les travaillistes, représentés par Ashley Brammall, avaient gagné Bexley lors d'une élection législative partielle. C'est aujourd'hui le siège de Edward Heath. Nous avons aussi gagné Enfield : Michael Portillo, attention<sup>(12)</sup> ! Nous avons enfin gagné Barnet - là où habite Mme Thatcher. Aucun de ces sièges n'est aujourd'hui détenu par les travaillistes.

Nous pouvons donc être fiers de célébrer ces succès aujourd'hui. Mais nous devons aussi faire preuve de modestie. Le moment de notre plus grand succès n'a été que cela : un moment. Depuis 1945, et souvent dans des circonstances très difficiles, les travaillistes au gouvernement ont beaucoup réalisé, et ces acquis sont réels. Mais si nous revenons en arrière, à ce grand gouvernement d'après-guerre, il apparaît clairement que la coalition forgée en 1945 n'a pas été maintenue : nous avons été exclus du pouvoir pendant 33 des 44 années qui ont suivi

---

12) -Michael Portillo : ministre de la Défense, considéré comme le gardien de l'héritage thatcherien au sein du gouvernement Major et candidat officieux à la succession du Premier ministre.

## LES PREMIERS MINISTRES

### DEPUIS 1945

Clement Attlee (travailliste)	26 juillet 1945	26 octobre 1951
Wiston Churchill (conservateur)	26 octobre 1951	5 avril 1955
Anthony Eden (conservateur)	6 avril 1955	9 janvier 1957
Harold MacMillan (conservateur)	10 janvier 1957	13 octobre 1963
Alec Douglas-Home (conservateur)	18 octobre 1963	16 octobre 1964
Harold Wilson (travailliste)	16 octobre 1964	19 juin 1970
Edward Heath (conservateur)	19 juin 1970	4 mars 1974
Harold Wilson (travailliste)	4 mars 1974	5 avril 1976
James Callaghan (travailliste)	5 avril 1976	4 mai 1979
Margaret Thatcher (conservateur)	4 mai 1979	28 novembre 1990
John Major (conservateur)	28 novembre 1990	

te-dix, les travaillistes ont dû faire face aux conséquences de la crise mondiale de 1973, sans les bénéfices du pétrole de la mer du Nord. Les travaillistes ont consolidé les progrès effectués dans le domaine des retraites avec l'introduction du SERP, et dans le domaine des droits de la femme, avec l'adoption de la loi contre la discrimination sexuelle. Les travaillistes ont fait adopter la loi très novatrice sur les relations raciales qui, encore aujourd'hui, et dans toute l'Europe, est un modèle d'action par la voie législative contre la discrimination raciale.

Mais, malgré les espoirs, en particulier ceux du premier gouvernement de Harold Wilson, les travaillistes n'ont pas réussi à se transformer en un parti naturel de gouvernement. Pour créer les conditions nous permettant de venir au gouvernement à la tête d'un large consensus et de devenir vraiment le parti du peuple, nous devons tirer les leçons de 1945. Pour moi, ce sont :

- la nécessité d'un dessein national clairement défini,
- la nécessité de gagner la bataille des idées,
- la nécessité de mobiliser tous les gens d'esprit progressiste autour d'un parti ouvert vers l'extérieur et apte à rallier de nouveaux parti-

1951.

Le gouvernement de 1964 a ouvert l'enseignement supérieur et créé "l'Open University" (service universitaire d'enseignement à distance). Il a réformé la législation sociale, stabilisé le chômage, dépensé davantage dans le domaine de l'éducation que dans celui de la défense, et poursuivi la lutte, commencée en 1945, contre les barrières et les préjugés de classe. Dans les années soixante-

sans et de nouveaux adhérents.

### LE DILEMME DES PROGRESSISTES.

Depuis 1945, nous avons perdu certaines élections à cause de la malchance, d'une mauvaise gestion du calendrier électoral ou d'erreurs politiques. Mais l'expérience historique exige davantage qu'une simple analyse, élection par élection, des facteurs contingents qui ont contribué à ces résultats. Il faut engager une analyse plus systématique de l'histoire des travaillistes. Dès 1952, le jeune Peter Shore<sup>(13)</sup> posait la bonne question : "comment se fait-il qu'une si large proportion de l'électorat, dont une bonne partie n'est ni riche ni privilégiée, ait été recrutée (par les conservateurs) pour une cause qui n'est pas la sienne ?".

Cette question reste aussi pertinente aujourd'hui qu'elle l'était alors. Elle va au coeur de ce qu'on a appelé le "dilemme des progressistes", ainsi défini par David Marquand : "le parti travailliste a fait face pour l'essentiel aux mêmes problèmes depuis les années vingt : comment transcender le "travaillisme" sans trahir les intérêts du travail ; comment assurer la soudure entre les anciens bastions travaillistes et l'arrière-pays non travailliste, mais potentiellement anti-conservateur ; comment construire une coalition sociale durable, reposant sur une base large qui soit capable, non seulement de lui accorder une majorité temporaire à la Chambre des Communes, mais de soutenir un gouvernement de réforme par la suite".

Une partie des explications est claire : notre succès en 1945 a forcé le parti conservateur à s'adapter et à changer, pour englober les éléments clés de l'Etat-providence et l'économie mixte. Le gouvernement de 1945 a trouvé une solution durable aux problèmes de l'après-guerre qui a contraint les Tories à se placer sur notre terrain. L'historien Peter Clarke décrit la situation en ces termes : "dès 1950, une grande partie du programme de 1945 n'était plus radical et sujet à controverse ; il faisait partie du paysage politique que les deux partis s'efforçaient d'aménager plutôt que de remplacer". Même durant la contre-révolution de Mme Thatcher dans les années quatre-vingts, les

13)-Peter Shore : membre de la société fabienne. Il a été ministre dans les gouvernements travaillistes Wilson et Callaghan. Il a été dans les années 70 l'un des principaux opposants à l'Europe. En 1980 puis en 1983 il a été, à deux reprises, candidat malheureux au leadership travailliste.

---

14)- Arthur Balfour (1848-1930) : Conservateur, premier ministre de 1902 à 1905. Secrétaire au Foreign Office dans le gouvernement de coalition de Lloyd George pendant la première guerre mondiale, il est à l'origine de la fameuse déclaration de 1917 qui porte son nom promettant un foyer national aux Juifs.

conservateurs n'osèrent pas lancer un assaut frontal contre l'héritage de 1945.

Cependant, ces exemples de compromis ne constituent qu'une partie de la vérité. Le "dilemme des progressistes" plonge ses racines dans l'histoire des réformes économiques et sociales en Grande-Bretagne. Jusqu'en 1914, cette histoire était définie par les efforts du parti libéral pour s'adapter aux exigences de la classe ouvrière. Cela a entraîné le remplacement graduel de l'idéologie libérale classique, basée sur la non intervention, par la réforme sociale et l'action publique afin d'émanciper les individus des aléas et des difficultés de leur situation personnelle. Avec la plus grande présence des syndicats à partir de 1860 et après la création du "Labour representation Committee" (Comité de représentation des travaillistes) en février 1900, les travailleurs pouvaient présenter de nouvelles exigences au parti Libéral. Ces forces allaient finir par submerger les Libéraux, mais, pendant un temps, elles trouvèrent leur expression politique au sein de ce parti dans la montée du nouveau libéralisme. Les Libéraux progressistes réalisèrent que l'électorat évoluait et que le libéralisme ne pourrait survivre que s'il répondait aux nouvelles exigences.

Le rapprochement intellectuel fut établi par Hobhouse et d'autres. Ils avaient bien compris que la conception de la liberté du XIX<sup>ème</sup> était trop limitée face aux objectifs de la réforme économique et sociale, et c'est pourquoi ils l'élargirent. Ils réalisèrent que la liberté théorique n'était pas très utile s'il n'était pas possible de l'exercer dans la pratique. Ils ont revendiqué alors l'action collective, y compris l'action publique, pour arriver à une liberté positive, même si cela allait à l'encontre de l'orthodoxie libérale traditionnelle du laissez-faire. Et ils reconnurent que les richesses produites par la société pouvaient être légitimement utilisées à des fins sociales, même si cela nécessitait des changements dans le droit de la propriété. Ils ne s'appelaient pas socialistes, bien que Hobhouse ait créé le terme de "socialisme libéral", mais ils partageaient les objectifs à court terme du Parti travailliste - qui lui-même n'était pas encore ouvertement un parti socialiste -.

Cela apparut clairement après la défaite écrasante de l'administration

Balfour<sup>(14)</sup> en 1905. Le gouvernement dirigé par les Libéraux de 1906 à 1914 avait rassemblé un large éventail d'opinions politiques. A gauche, les parlementaires travaillistes lui avaient accordé leur soutien. A droite, les reliques du libéralisme gladstonien<sup>(15)</sup>, encore attaché au laissez-faire libéral du XIX<sup>ème</sup>, étaient toujours partie prenante au gouvernement. Mais l'énergie intellectuelle provenait des nouveaux Libéraux. Leurs idées furent le moteur du gouvernement de 1910, qui légiféra pour réformer la Chambre des Lords, améliorer les conditions de travail et mettre en place un système de sécurité sociale embryonnaire et une fiscalité progressive.

A la croisée des chemins, les nouveaux Libéraux étaient à la fois libéraux et sociaux-démocrates, assurant le passage entre deux périodes, deux façons de penser, deux éthiques. Tous prônaient une réforme sociale profonde. Cependant, la coalition libérale se désintégra après la division de 1916, et dès 1918, les Tories comptaient Lloyd-George dans leurs rangs et avaient anéanti les libéraux d'Asquith<sup>(16)</sup>. Le parti travailliste commença alors à prendre les rênes. Mais les idées des réformateurs d'avant-guerre survécurent, parfois au sein du parti travailliste, parfois au sein du parti libéral, quelquefois au-delà des partis. J.A. Hobson fut probablement le libéral le plus connu à se convertir à ce qu'étaient littéralement les "nouveaux travaillistes". Mais les travaillistes n'ont jamais réellement épousé l'entière tradition libérale : nous avons notre propre programme.

Le corpus idéologique des travaillistes a été défini en 1918, au moment de l'adoption de leur première déclaration de principe. A la requête de Sidney Webb<sup>(17)</sup>, le parti a établi une ligne de démarcation claire entre lui-même et les Libéraux, sous la forme de la clause IV des statuts du parti. Soixante-dix ans après, la clause IV - et surtout sa partie IV - a pris une signification particulière, mais à l'époque, Sidney Webb a vu dans ce texte un simple compromis de fin de congrès. Il aurait été stupéfait d'apprendre que soixante-quinze ans après, la clause IV existait toujours. Il aurait été amusé de voir que cette clause avait pris la figure d'un totem pour la gauche du parti. Et il aurait été horrifié de voir que l'ensemble du débat économique et social du parti s'était en-

---

15)- William Gladstone (1809-1898) Leader libéral, Premier ministre de 1868 à 1874, de 1880 à 1886 et de 1892 à 1894. Il est l'auteur du Home Rule, loi sur le gouvernement de l'Irlande. La vie politique britannique a été structurée par ses combats politiques avec Disraéli pendant la plupart de la deuxième moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle.

---

16)- Asquith : concurrent de Lloyd George pour le leadership du Parti Libéral, Premier ministre de 1908 à 1916.

---

17)- Sidney Webb: fondateur en 1884 et principal responsable, avec sa femme, de la société fabienne entre les deux guerres.

tièrement concentré sur la question de la propriété.

Les structures organisationnelles sont également importantes. Les syndicats avaient un poids important dans les structures d'un parti issu des syndicats et fondé en grande partie pour représenter les travailleurs. Cependant, comme la composition sociale du pays changeait, cela s'est traduit par le fait que le parti a dû lutter contre l'impression que sa base, tant en ce qui concerne ses adhérents, ses finances que son processus de prise de décision, était trop étroite.

UN NOUVEAU PARTI TRAVAILLISTE,  
UNE NOUVELLE GRANDE-BRETAGNE.

Le slogan que le parti utilise aujourd'hui : "New Labour - New Britain" - "un nouveau parti travailliste, une nouvelle Grande-Bretagne" - doit être pour nous davantage qu'un simple slogan. Il décrit notre situation actuelle dans le contexte politique britannique et symbolise un concept de renouveau national mené par un parti travailliste rénové, autour de trois éléments : idéologie, organisation et programme.

La refondation idéologique du parti s'est réalisée au travers du réexamen de la clause IV. Le parti a dit clairement que nous faisons de la politique au nom de certaines valeurs et non pas pour défendre un dogme économique. Depuis l'effondrement du communisme, la base éthique du socialisme est la seule à avoir survécu à l'épreuve du temps. Ce socialisme est basé sur une revendication morale affirmant que les individus sont interdépendants et se doivent de remplir leurs obligations envers les autres et envers eux-mêmes, qu'une bonne société soutient les efforts des individus qui la composent et qu'un humanisme

réel exige que chacun puisse trouver sa place. Il a également une base objective fondée sur la conviction que les individus ne pourront s'épanouir que s'ils reconnaissent leur interdépendance, car le bien de chacun dé-

pend du bien de tous. Cette conception du socialisme nécessite une politique dont la nature même vise à partager les responsabilités à la fois pour lutter contre la pauvreté, les inégalités, le chômage et pour créer les conditions dans lesquelles nous pouvons réellement construire une nation unie, tolérante, juste et entreprenante. Cela était fondamentalement le type de socialisme d'Attlee et c'est aussi le mien.

Une fois qu'on a défini ainsi le socialisme - en tant que socialisme - nous pouvons nous libérer de notre histoire et ne pas en être les esclaves. Nous pouvons éviter la confusion des moyens et des fins inhérentes à la définition des objectifs socialistes de 1918. Plus important encore, en retrouvant nous-mêmes notre identité, nous pouvons regagner cette confiance intellectuelle qui nous permet d'engager et de gagner la bataille des idées. Car, comme je l'ai dit sans arrêt depuis que je suis à la tête de ce parti, il ne s'agit pas d'un choix entre les principes et le pouvoir, ce qui était l'erreur d'analyse faite au début des années quatre-vingts.

Mais pour être le parti du peuple, nous devons également nous interroger sur le parti que nous sommes. Le parti est né du désir des travailleurs d'avoir voix au chapitre dans le gouvernement de leur pays. C'est la raison pour laquelle le parti travailliste a fondé le "Labour Representation Committee" (Comité de représentation travailliste). Mais le noyau dur du parti, né des espoirs et aspirations des syndicalistes, a été rapidement élargi pour englober des gens qui partageaient nos objectifs et nos valeurs.

En matière d'organisation, les origines du parti ont conduit à instaurer le vote par bloc<sup>(18)</sup> qui a été le principal soutien de la direction du parti jusque dans les années soixante et soixante-dix, quand les structures représentatives et organisationnelles s'effondrèrent. Le parti avait perdu contact avec l'électorat et, au nom de la démocratie interne, abandonna sa responsabilité première vis-à-vis de la population en général. C'est pour cela qu'adopter le "one member, one vote" (un membre, une voix) et modifier l'organisation du congrès du parti étaient devenus si important.

La nature même du parti - qui sont ses membres ? comment leurs

**La refondation idéologique du parti s'est réalisée au travers du réexamen de la clause IV. Le parti a dit clairement que nous faisons de la politique au nom de certaines valeurs et non pas pour défendre un dogme économique.**

18) - Vote par bloc. Lors des congrès, chaque syndicat a autant de voix qu'il a de membres affiliés et vote en bloc même si, depuis quelques années, certains syndicats organisent une consultation de leurs adhérents. L'opinion majoritaire est ainsi considérée comme l'opinion unanime.

intérêts s'articulent ? comment les décisions sont prises ? quelles sont les frontières du possible et du souhaitable ? ou même comment nous comportons-nous les uns à l'égard des autres ? - nous aide à définir notre politique et notre programme. C'est pourquoi j'attache tant d'importance à ce que nous soyons un parti de masse. En 1945, nous représentions véritablement le pays dans son ensemble : nos candidats provenaient de toutes les classes sociales, de toutes les professions, de toutes les régions. Georges Orwell parlait des "employés qualifiés, des techniciens, des aviateurs, des chercheurs scientifiques, des architectes et des journalistes, des gens qui se sentent chez eux dans l'âge de la radio, du fer et du béton". C'étaient eux qui devaient conduire la marche des travaillistes vers le changement après la guerre. Aujourd'hui, je veux que le parti travailliste soit un parti où se retrouvent parmi ses membres, ceux qui travaillent pour leur propre compte et ceux qui sont au chômage, les petits commerçants et leurs clients, les cadres et les ouvriers, les propriétaires et les locataires de HLM, les ingénieurs qualifiés et les médecins spécialistes ou les professeurs.

Au-delà de l'augmentation du nombre de nos adhérents, des projets sont en cours pour leur donner davantage droit à la parole lors des congrès. Du reste, les syndicats eux-mêmes avaient proposé de réduire de façon graduelle le vote par bloc. Nous voulons renouveler le succès du débat et de la consultation que nous avons eus sur la clause IV, mais, cette fois-ci, sur des questions programmatiques. Nous voulons que la commission programmatique soit un lieu de discussion

plus ouvert et plus constructif qu'un congrès du parti ne le permet.

Grâce à nos valeurs et à notre organisation, nous pouvons développer notre programme. Les socialistes doivent être à la fois attachés à leurs valeurs et pragmatiques. Les valeurs sont fondamentales. Mais si le socialis-

me veut être davantage qu'un simple moralisme abstrait, il faut qu'il se concrétise réellement dans le monde tel qu'il est et pas dans le monde tel

que nous aimerions qu'il soit. Comme Tony Wright le dit dans son livre "Socialisms" : "si un socialisme sans morale est impossible, un socialisme sans pragmatisme peut devenir tout autant une pure illusion".

Nos valeurs ne changent pas. Notre engagement pour une vision différente de la société reste intact. Mais les moyens de réaliser cette vision doivent se modifier. Le programme que nous construisons reflète entièrement nos valeurs. Ses objectifs seraient immédiatement reconnus par nos pères fondateurs :

- préparer notre pays aux changements économiques et technologiques massifs,
- fournir emplois et sécurité pour tous dans ce nouveau monde,
- s'assurer que tous aient accès à des services publics performants et mis en place en fonction des besoins et non de la richesse de ceux qui les utilisent,
- attaquer la pauvreté en réformant l'Etat-providence et le marché du travail,
- restaurer un sentiment de fierté et de responsabilité civique à la place de la loi de la jungle et du chaos social qui nous entoure,
- et définir la place de la Grande-Bretagne dans le monde, non de manière isolée, mais comme leader d'une communauté de nations.

Ce qui a changé, ce sont les moyens d'atteindre ces objectifs. Ceux-ci devraient et vont traverser les anciennes frontières entre la droite et la gauche, entre le progressisme et le conservatisme. Les travaillistes de 1945 l'ont fait. Ce qui nous distingue des autres, ce sont nos objectifs et notre dessein national.

Sur le plan économique, nous allons désormais au-delà des vieilles querelles entre le secteur public et privé. Nous proposons, à leur place, un partenariat moderne entre le gouvernement, l'industrie et le lieu de travail pour arriver à une croissance soutenue et à un niveau

**Nos valeurs ne changent pas. Notre engagement pour une vision différente de la société reste intact. Mais les moyens de réaliser cette vision doivent se modifier.**

**Aujourd'hui, je veux que le parti travailliste soit un parti où se retrouvent parmi ses membres, ceux qui travaillent pour leur propre compte et ceux qui sont au chômage, les petits commerçants et leurs clients, les cadres et les ouvriers, les propriétaires et les locataires de HLM, les ingénieurs qualifiés et les médecins spécialistes ou les professeurs.**

d'emploi élevé.

Sur le plan social, les objectifs des travaillistes ne sont pas de voir les gens toucher des prestations sociales, mais de leur donner cette indépendance financière qui naît de l'emploi. Le monde a changé depuis Beveridge : le chômage est souvent de longue durée, la famille évolue, les femmes travaillent et de nombreux retraités vivent assez longtemps pour avoir besoin de soins et pas seulement de revenus. Un nouveau consensus est nécessaire sur la protection sociale, pour cet âge nouveau où les possibilités et les responsabilités de chacun vont de pair.

Sur le plan de l'éducation nationale, nous recherchons l'excellence pour tous et non pour quelques uns car, pour la Grande-Bretagne, le problème n'a jamais été l'éducation d'une élite : une éducation de qualité pour tous est notre objectif. Et finissons-en avec cette bureaucratie hiérarchique. Les écoles devraient être libres de gérer leurs propres affaires. Les autorités locales pour l'enseignement devraient être jugées selon leur capacité à relever le niveau. Et les parents devraient avoir davantage voix au chapitre en ce qui concerne l'éducation de leurs enfants. Mais au-delà, il faut se tourner vers le tiers des écoles qui enregistrent de mauvais résultats ou qui échouent, en modifiant notre système dépassé de division entre la formation classique et la formation professionnelle. Il faut commencer à instaurer l'objectif d'une formation tout au long de la vie, cruciale dans un monde moderne. Il faut faire pression sur les écoles tout en les soutenant et c'est ce que nous ferons.

Sur le plan de la criminalité, à peine mentionnée durant la campagne de 1945 - et pourtant qui peut douter que les garanties et la solidarité mises en place après guerre contribuèrent à la tranquillité des décennies suivantes - nous devons reconnaître que ce sont les électeurs travaillistes traditionnels qui sont les plus vulnérables aux terreurs des gangs, des voleurs et des malfrats. Nous connaissons tous certaines causes de ce comportement a-social : le déclassement social, le chômage, l'absence de perspectives. Mais nous savons aussi que l'aliénation ne justifie pas la criminalité et c'est pourquoi le parti tra-

vaille au gouvernement sera totalement engagé à combattre le crime et ses causes.

Sur le plan de la santé publique, l'objectif du parti travailliste est un système public qui protège efficacement la santé, une Sécurité Sociale reconstruite, au service des gens, libérée des dogmes du marché mais également libérée des contraintes bureaucratiques anciennes ou nouvelles ; un NHS au service de la population dans son ensemble où médecins, infirmiers et administrateurs travaillent ensemble dans un système unifié. Cela veut dire que les généralistes et les caisses d'assurance maladie devront travailler en équipe, pour planifier les soins, doter les hôpitaux d'une autonomie de gestion et orienter les ressources là où elles sont nécessaires.

Sur le plan de la Constitution, nous avons devant nous une tâche énorme à laquelle le gouvernement de 1945 n'a pas su s'atteler : moderniser nos institutions pour les adapter au XXI<sup>ème</sup> siècle. Il n'y a pas de place pour des "Pairs" votant de manière héréditaire à la Chambre des Lords. Il ne devrait pas y avoir l'impression que le gouvernement cherche à préserver le secret; c'est pourquoi une loi sur la liberté de l'information est essentielle. Il ne devrait y avoir aucune place pour les violations des droits de l'homme, c'est pourquoi nous nous engageons à faire voter le "Bill of Rights" (Déclaration des Droits). Les Britanniques ne croient plus, contrairement à 1945, à l'idée même du "bon gouvernement"; c'est pourquoi il faut réinventer l'idée même du gouvernement pour réformer la Grande-Bretagne. Le renouveau politique est une partie essentielle du renouveau économique et social que nous recherchons tous.

Et sur le plan européen, notre objectif doit être sans aucun doute une coopération internationale au bénéfice de chacun afin d'obtenir de meilleurs résultats économiques, d'améliorer l'environnement et d'établir une défense sûre. Les travaillistes, convaincus que les Européens prospèrent lorsqu'ils travaillent ensemble, se mobiliseront pour atteindre ces buts.

LA LONGUE MARCHÉ.

J'espère que j'en ai dit assez pour qu'il soit clair que je suis prêt à faire une longue marche. Nous avons été créé pour être le parti majoritaire en Grande-Bretagne, et le temps est venu d'assumer ce destin au gouvernement.

Il ne suffit pas de gagner une élection ou même d'imposer de grands changements après la victoire, ni de forcer les autres partis à s'adapter à nos paramètres politiques. Le gouvernement de 1945 a fait tout cela : sa grande gloire est que, à la différence des autres gouvernements progressistes, il a mis en place une solution durable aux problèmes sociaux et économiques. Mais le gouvernement de 1945 ne prévoyait pas naturellement une autre période de pouvoir travailliste.

Notre tâche aujourd'hui est rien moins que la reconstruction de notre pays, avec une société civile forte et active qui soutienne les efforts des individus qui la composent. Un tel dessein exige un renouveau économique, un renouveau social, un renouveau politique. Mais, en engageant notre longue marche, nous devrions trouver un regain supplémentaire de confiance dans le précédent du gouvernement de 1945. Confiance en nos valeurs. Confiance en notre discernement. Confiance en notre capacité, non seulement à promettre le changement mais à le réaliser. Pour cela et pour bien d'autres raisons, je suis heureux de pouvoir aujourd'hui rendre hommage à la génération de 1945. Elle nous a donné l'exemple : c'est un honneur que de le suivre.

Lewis Minkin

## Continuités, innovations et incertitudes.

***L'***article de Lewis Minkin a été rédigé à partir d'une demande de la Fondation Jean-Jaurès de mise en perspective, notamment historique, de la rénovation du parti travailliste. Nous lui avons demandé, en premier lieu, d'expliquer de manière globale la rénovation idéologique, symbolisée par la nouvelle déclaration de principes, la rénovation programmatique, engagée en vue de la préparation des législatives, et la rénovation organisationnelle, marquée par l'évolution des liens entre le parti et les syndicats. Nous lui avons demandé, en second lieu, de répondre à nos interrogations sur : ***l'ampleur du changement : quelles ruptures ? quelles continuités ? ; les étapes du changement : quand a-t-il été engagé ? sur le plan intellectuel ? sur le plan politique ? ; les acteurs du changement : qui était "pour" ? qui était "contre" ? ; les limites éventuelles du changement et l'avenir du parti travailliste.***

### L'auteur

Lewis Minkin est l'auteur de nombreuses études sur le parti travailliste. Il a été Président au Conseil de l'ancienne revue du parti intitulée le "New Socialist" et conseiller universitaire du groupe de révision du NEC (National Executive Comity) chargé des relations entre le parti et les syndicats, qui conduisit aux réformes de 1993. Il est actuellement Professorial Research Fellow (Professeur chargé de Recherche) au Northern Institute for Continuing Education et Professeur associé au Sheffield Hallam University.

## 1 - La naissance du “New Labour” (nouveau parti travailliste).

Il serait très étonnant que le remodelage d'un parti politique majeur ne comprenne pas à la fois des éléments d'innovation, d'évolution et de continuité. Des innovations sont apparues sous la direction de Tony Blair - et même beaucoup - mais elles ont pour origine un mouvement de modernisation et une stratégie d'alliances lancés par Neil Kinnock et poursuivis, dans un style différent, par John Smith, entre juillet 1992 et mai 1994.

La meilleure manière de comprendre le “New Labour”, c'est de le voir comme le résultat d'une transformation politique visant à prendre en compte une nouvelle conjoncture économique, un comportement social différent et en particulier des changements de société qui ont miné la base “ouvrière manuelle” du parti. C'est aussi une réponse des travaillistes à l'assaut idéologique du conservatisme thatcherien et aux problèmes de la gauche socialiste. Les évolutions que le parti travailliste a connues sous Tony Blair ne sont pas les seules possibles. En effet, il existe au sein du parti travailliste diverses tendances réformatrices pour lesquelles les priorités sont différentes et le respect des traditions plus ou moins ancré. Mais le leader et ses conseillers se sont assurés le contrôle du processus de modernisation et ont fait preuve d'une grande assurance dans l'analyse de ce qui, selon eux,

n'allait pas dans le parti.

Dans le système britannique, le leader est le principal responsable du Parti. En cas de victoire de son parti, il est automatiquement nommé Premier ministre par la Reine. En cas de défaite, il dirige l'opposition. Le leader conservateur est élu par le groupe parlementaire (comme c'était également le cas jusqu'en 1981 pour les travaillistes). De 1981 à 1993, le leader travailliste a été désigné par un collège composé pour 40% des syndicats, pour 30% des députés travaillistes et pour 30% des sections locales. Depuis 1993, il est désigné directement par les militants.

### LE NOUVEAU LEADER.

Afin de comprendre ce que cela implique, il nous faut nous concentrer sur Blair lui-même, notamment pour réaliser qu'à bien des égards il est différent des autres leaders du parti travailliste. Fils d'un conservateur qui s'était élevé dans

l'échelle sociale et l'avait envoyé à l'école privée, Tony Blair semble n'avoir a priori aucun sentiment affectif évident envers le “mouvement travailliste”. Il n'est pas non plus vraiment encombré par un pesant héritage travailliste. Contrairement à Kinnock, il ne donne pas l'impression d'un homme qui, sans cesse, essaye d'échapper au passé, mais de quelqu'un qui, dans un sens, se trouve là où il s'est toujours trouvé.

Blair fut, par hasard, le premier leader élu par une procédure, introduite en 1993, de scrutin direct<sup>(1)</sup>.

Il a bénéficié durant sa campagne interne d'un lancement et d'un soutien médiatiques d'une ampleur et d'une chaleur sans précédent pour ce type d'élection. A l'aise et sûr de lui, il réussit à séduire les adhérents, court-circuitant les dirigeants de certaines sections du parti et des syndicats qui se méfiaient de lui. L'ampleur et la forme de sa victoire signifiaient non seulement qu'il pouvait revendiquer un mandat clair pour le changement, mais aussi qu'il ne devait pratiquement rien à personne à l'issue de la campagne.

Pour comprendre les changements que Blair et ses conseillers recherchaient, il faut étudier les raisons qu'ils invoquèrent pour expliquer la défaite - la quatrième d'affilée - des travaillistes en 1992<sup>(2)</sup>. Ils dénoncèrent en premier lieu le manque d'identité claire du parti. Toute une série d'évolutions politiques depuis 1983 avait semé le trouble dans l'esprit des électeurs quant à l'identité du parti travailliste. Ils ont soutenu qu'il fallait que le parti mette davantage l'accent sur l'individu. Mais, puisque l'opinion publique rejetait de plus en plus l'individualisme primaire - en particulier depuis l'élection de 1992 - il y a eu un espace plus grand pour la tradition d'action sociale - de “social-isme” - propre au parti travailliste. Il existe donc au coeur du projet de Blair une tentative de définition d'une relation nouvelle entre l'individu et la société.

On voit apparaître ici Blair le visionnaire et le socialiste chrétien, et nous verrons comment cette vision a été peaufinée. Mais il y a aussi un autre Blair, le responsable pragmatique, qui avait pour objectif de contrôler, manoeuvrer et repositionner le parti de manière à surmonter l'image négative dont on pensait qu'elle avait contribué à la défaite de 1992.

Ceux qui appartenaient au “camp de Blair” se concentraient princi-

1)- Tony Blair rassembla 57,01% des votes au premier scrutin. John Prescott 56,57% pour le poste d'adjoint. Prescott fait partie de la “Soft Left” (centre gauche) du parti mais s'est montré loyal et a évité tout désaccord public avec son leader.

2)- Tout le monde n'était pas d'accord sur les raisons de la défaite des travaillistes. Anthony Heath, Roger Jowell et John Curtis ainsi que Brigit Taylor, Labour's Last Chance ? Dartmouth 1994, s'inspirant de la “British Election Study”, contestent l'opinion selon laquelle la défaite des travaillistes était due à ses propositions en matière de fiscalité. ne donnent aucune importance aux syndicats et suggèrent que les électeurs doutaient de la compétence des travaillistes en matière économique et de leur capacité à tenir les promesses faites dans les domaines de l'éducation et de la santé.

3)- L'hiver de 1978/79 avant la chute du dernier gouvernement travailliste fut caractérisé par des grèves généralisées en particulier dans le secteur public.

palement sur la question de savoir pourquoi il existait une crise de confiance parmi les électeurs conservateurs hésitants qui -d'après ce qu'ils disaient - avaient envisagé de voter travailliste, mais, finalement, étaient demeurés fidèles à leur parti. Les réactions de ce segment de l'électorat sont devenues et sont restées un objet de préoccupation essentiel.

Dans les aspects négatifs ayant contribué au manque de confiance à l'égard du parti travailliste, on trouvait beaucoup d'éléments caractéristiques du parti travailliste des années soixante-dix : les divisions internes, le rôle de la "loony left" (la gauche dingue), "the winter of discontent" (l'hiver des mécontentements)<sup>3)</sup>, l'impression que les syndicats - en particulier les "barons" - dirigeaient le parti. Les travaillistes - disait-on - semblaient démodés. Il leur fallait aussi se débarrasser d'une réputation dépensière - "tax and spend", c'est-à-dire imposer et dépenser - et de leur identification à la défense des intérêts des minorités plutôt qu'à ceux de la majorité de la population.

Les thèmes et le langage de la campagne Clinton de 1992 - dont le message principal était : "Nous avons changé" - furent perçus comme riches de potentiels et renforcèrent encore leur volonté de forger une identité nouvelle et d'éliminer les aspects négatifs de l'ancienne image du parti. Ainsi s'est développé chez le nouveau leader et ses proches, un style que l'on pourrait qualifier à la fois de modernisateur et de militant.

#### LE PROJET DU PARTI.

Les "blairistes" considéraient que le développement interne et les chances électorales du parti étaient compromis par un comportement excessivement respectueux de sa propre histoire et de sa culture. Tout en préservant ses principes, il lui fallait rompre avec de nombreux aspects de son passé et avec la manière dont il traitait certains problèmes de façon qu'il y ait une nette différence entre le "old Labour" (vieux parti travailliste) et le "new Labour" (nouveau parti travailliste) naissant.

Quant aux statuts et aux structures représentatives du parti travailliste, ils disaient qu'elles mettaient en danger le lien entre le parti

et les citoyens. La question centrale concernait à la fois le rôle attribué aux syndicats (fondateurs du parti travailliste) en tant que tels et le pouvoir exer-

cé par les militant les plus actifs, en particulier ceux qui assistaient aux réunions du comité général local. Le "New Labour" devait donc s'identifier à la réduction (d'aucuns diront que la solution idéale eut été l'élimination complète) du rôle des syndicats, et à l'extension du suffrage universel au sein d'un parti comptant davantage d'adhérents.

La période où John Smith dirigeait le parti était considérée par eux comme une période frustrante, caractérisée par un trop grand nombre de compromis et une certaine prudence vis-à-vis du changement. Le parti avait besoin d'être constamment modernisé pour pouvoir être en phase avec une époque caractérisée par des changements constants et pour ne pas retomber dans le doux immobilisme et le traditionalisme. Il fallait un pas de géant plutôt qu'une série d'ajustements. Si cela nécessitait une confrontation avec les tendances "traditionalistes" du parti, on pourrait tirer de leur défaite un gain médiatique.

Ce qui nous amène à une autre de leurs convictions : l'importance primordiale de tenir compte et de s'occuper activement des media. Depuis l'élection de Neil Kinnock, les leaders travaillistes ont beaucoup investi dans leurs relations avec les media, conscients qu'ils étaient des conséquences négatives d'une réaction hostile de leur part. Sous Blair, cette préoccupation s'est accrue - parfois aux dépens des relations internes du Parti.

Le nouveau leader s'est rendu plus accessible que ses prédécesseurs à certains groupes de la presse conservatrice et s'est ouvert à tout dialogue qui pourrait atténuer leur hostilité de principe envers son parti. Cela reflète également son rejet du "tribalisme", c'est-à-dire du chauvinisme de parti. Il rejette les "idéologies globalisantes", souhaite le dialogue avec d'autres partis - en particulier avec les libéraux démocrates - et un spectre très large de forces sociales, y compris le monde des affaires avec lequel il désire créer des liens plus étroits.

**Les thèmes et le langage de la campagne Clinton de 1992 - dont le message principal était : "Nous avons changé" - furent perçus comme riches de potentiels**

## 2 - L'héritage historique.

Afin de comprendre les objectifs fondamentaux liés à la modernisation du "New Labour", il est important de mesurer qu'au moment des élections de 1992, le parti continuait de s'organiser autour des statuts de 1918. Ceux-ci avaient fait l'objet de plusieurs réformes importantes mais certaines caractéristiques fondamentales étaient restées inchangées.

Les origines du parti travaillistes avaient en effet laissé des empreintes très nettes sur le parti. Il y avait deux sortes de membres : les

adhésions. Il y a deux sortes d'adhésions au parti travailliste : l'adhésion individuelle classique (dont il faut cependant noter la modicité du montant de la cotisation) et l'adhésion par les organismes affiliés qui est la grande originalité du parti travailliste. Outre les coopératives et la société fabienne fondée en 1884, il s'agit principalement des syndicats. Depuis quelques années, les syndicats organisent une consultation auprès de leurs adhérents pour savoir s'ils souhaitent que le syndicat s'affilie à un parti politique et s'ils désirent eux-mêmes être affiliés. Ce nouveau système n'a pas modifié substantiellement le nombre d'adhérents au parti travailliste.

membres affiliés et les membres individuels. L'ampleur de l'affiliation par les syndicats assurait leur prépondérance au congrès annuel du parti et au niveau régional. Ils détenaient environ 90% des voix au congrès, et chaque syndicat votait en bloc. Les syndicats occupaient en outre douze des vingt-neuf sièges du comité national exécutif, et détenaient une voix prépondérante pour

l'élection de six sièges supplémentaires. Ils détenaient presque 40% des voix au sein du collège électoral pour la direction du parti, ainsi que dans les collèges électoraux locaux pour la sélection des candidats. Ils participaient très largement au financement et une partie des parlementaires était parrainée financièrement par les différents syndicats.

Il faut souligner cependant que cela est trompeur sur les véritables relations de pouvoir au sein du parti<sup>4)</sup>. L'élaboration comme la mise en pratique des politiques étaient en général aux mains de la direction du parti. Les gouvernements travaillistes ont toujours affirmé leur indépendance, tant par rapport à l'organisation du parti que vis-à-vis des syndicats. Pour leur part, les syndicats ont, le plus souvent, fait

4)- Pour une analyse détaillée, voir L. Minkin, *The Contentious alliance: trade-unionism and the Labour Party*, Edinburgh, University press, 1992

preuve d'une remarquable retenue et se sont contentés de soutenir aussi bien le parti que les gouvernements travaillistes.

Par ailleurs, les origines ouvrières du parti se retrouvent également dans sa déclaration de principe. Au titre de sa clause IV, le parti s'engageait à :

- assurer que les travailleurs, par leur travail manuel ou intellectuel, bénéficient entièrement des fruits de leur travail,

- veiller à leur distribution la plus équitable possible suivant les principes de l'appropriation collective des moyens de production, de distribution et d'échange,

- instaurer le meilleur système possible de contrôle et de gestion populaires de chaque industrie et de chaque service."

Là encore, cela donne peu d'indications sur la réalité des objectifs politiques du parti travailliste. Mais il est vrai aussi que la toute première fois qu'un leader travailliste avait essayé de se débarrasser de la clause IV, il avait échoué... même si cela remonte loin : Hugh Gaitskell<sup>5)</sup> en 1959. Sous Kinnock, les propositions concernant les nationalisations et même les re-nationalisations avaient disparu du manifeste travailliste. Néanmoins, la clause IV continuait d'apparaître sur les cartes de membres du parti, bien qu'elle n'ait rien à voir avec les programmes de gouvernement.

5)- Leader du Labour de 1955 à sa mort en 1963

## 3 - Changer d'objectifs, changer la clause IV.

C'est pourquoi beaucoup furent étonnés de voir la nouvelle direction s'attaquer en priorité à la clause IV. John Smith avait finalement préféré ne pas y toucher, considérant qu'une telle réforme diviserait le parti et le détournerait de l'essentiel. Blair, au contraire, décida d'annoncer un changement de statuts au cours de son premier discours devant le congrès du parti pour marquer une rupture symbolique avec le passé. Ce symbole du "New Labour" visait à conforter à la fois les partenaires sociaux potentiels et les éventuels nouveaux électeurs dans l'idée que "nous avons changé", en espérant ainsi susciter davantage de confiance.

Il ne fit aucune déclaration publique préalable dévoilant ses intentions - qui n'étaient d'ailleurs pas tout à fait claires même dans ce discours - et, quarante huit heures plus tard, la direction fut effectivement battue par une résolution invoquant la clause IV. Blair persévéra néanmoins, après, cette fois-ci, des consultations approfondies lui permettant de s'assurer d'un appui plus large aux niveaux national et local.

La nouvelle formulation de cette clause n'a jamais été qu'une tentative pour retrouver un centre de gravité conforme aux objectifs et aux valeurs du parti d'aujourd'hui. Cet exercice faisait partie d'une stratégie électorale, et l'avant-projet avait été rédigé le regard tourné vers un auditoire bien ciblé : ceux qui ne s'étaient pas - encore - reconnus dans le parti, ou que celui-ci n'avait pas - encore - réussi à rassurer. Tout cela rendit le processus d'élaboration de la nouvelle clause assez délicat. Finalement, le résultat ne fut généralement pas considéré comme un chef-d'oeuvre d'inspiration, mais il atteignit les objectifs recherchés.

#### LES CONTINUITÉS.

**L**a nouvelle clause, qui remplace la totalité de l'ancienne clause IV, est conforme à certains égards aux traditions du parti travailliste et contient une série d'objectifs ayant fait l'objet d'un consensus, sans lequel elle aurait été beaucoup plus difficile à faire accepter.

- Le parti cherche à réaliser "une communauté dans laquelle la grande majorité puisse bénéficier de la richesse, du pouvoir, et de l'égalité des chances". L'accent mis sur le fait que le parti est au service de la majorité de la population est depuis longtemps au coeur du vocabulaire "radical populiste" du parti et était implicite dans l'ancienne clause IV.

- L'accent mis sur une "communauté... où les droits dont nous jouissons reflètent les devoirs dont nous devons nous acquitter" correspond également aux traditions travaillistes de fraternité et de solidarité. Cela fait quelques années que la reconnaissance des devoirs autant que des droits s'est développée au sein de la gauche britannique et elle s'est inscrite dans

la politique contractuelle prônée par les travaillistes à la fin des années 80. Elle participe d'un mouvement intellectuel plus large situé au centre et à droite. Blair l'a placée au coeur des objectifs du parti.

- En outre, il existe une réaffirmation du communautarisme du parti, illustrée non seulement par l'importance accordée à la communauté, mais aussi par l'affirmation que "nous pouvons faire davantage grâce à la force de nos efforts conjugués qu'en agissant seuls". Dans la mesure où ce communautarisme combine les aspirations et les intérêts individuels avec les moyens collectifs de les préserver, le communautarisme s'accorde ainsi avec l'approche traditionnelle du parti travailliste, et s'applique au syndicalisme comme aux autres formes d'action collective.

#### LES INNOVATIONS.

**C**ependant, ces continuités sont désormais clairement dissociées de l'analyse de la société et des mesures anticapitalistes considérées comme essentielles par les socialistes traditionnels. Elles sont en effet associées, d'une part, à "une économie dynamique au service de l'intérêt public" dans laquelle "l'esprit d'entreprise et la concurrence vigoureuse... doivent marcher main dans la main avec un esprit de partenariat et de coopération" et, d'autre part, avec "un secteur privé en plein essor et des services publics de haute qualité".

En conséquence, l'ancien engagement en faveur de l'appropriation collective, interprété traditionnellement comme signifiant nationalisation complète, a été remplacé par une formulation plus vague selon laquelle "tout ce qui est essentiel au bien commun doit être propriété publique, ou rendre des comptes à la collectivité".

En outre, l'engagement à s'assurer que les travailleurs jouissent "pleinement des fruits de leur labeur" a été remplacé par les objectifs de "justice sur le lieu de travail" et "de possibilité pour tous de travailler et de prospérer". Au lieu de l'obligation figurant dans la clause IV de "coopérer avec le Comité confédéral du TUC<sup>(6)</sup> et autres organisations du même genre" le parti s'engage désormais à travailler en collaboration avec les syndicats affiliés et avec un plus

---

6)- Trade Union Congress : confédération syndicale britannique fondée dès la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle. Adhérent en tant que tel au parti travailliste.

grand nombre d'organisations, de groupes et d'organes représentatifs.

## CONSÉQUENCES

**L**e lancement du débat statutaire sur la révision de la clause IV était une stratégie à haut risque mais dont les résultats allèrent probablement au-delà des espoirs du leader.

La nouvelle clause obtint plus de 65 % des voix avec un soutien écrasant des membres individuels du parti, dont la majorité vota au scrutin direct dans leurs sections locales<sup>(7)</sup>. Quant aux organisations affiliées, bien qu'il y ait eu une forte opposition, annoncée à grand renfort de publicité, de la part des syndicats des transports et d'Unison, la majorité d'entre elles a voté au congrès extraordinaire pour la nouvelle clause, garantissant ainsi la victoire.

Sans analyser en détail les raisons pour lesquelles elle fut votée à une telle majorité, il faut mentionner trois facteurs importants qui sont liés à la naissance et à l'acceptation du concept même du "New Labour".

Premièrement, en dépit d'une vague d'opposition initiale, en dépit de l'écho constant que la critique du capitalisme rencontrait, en dépit du soutien encore très important à la nationalisation des services publics, il apparut clairement que le modèle suggéré dans l'ancienne clause IV, même en tant qu'objectif suprême, bénéficiait de beaucoup moins de soutien qu'on ne l'avait imaginé.

Deuxièmement, il y avait, comme au cours de l'élection de Blair, un profond désir d'en finir avec un gouvernement conservateur de droite qui avait fait tant de dégâts aux niveaux politique et social. C'était là la priorité. Même lorsqu'il y avait une opposition de la part des syndicats, elle était principalement dirigée contre les conséquences négatives que la nouvelle clause pouvait avoir sur le plein emploi, la re-nationalisation de certaines industries ou contre ce que le terme de "concurrence rigoureuse" pouvait signifier pour les appels d'offres concurrentiels obligatoires.

Troisièmement, imbriquée avec les continuités évoquées, la nouvelle clause (comme l'ancienne) contenait des ambiguïtés. Par exemple, là où l'ancienne clause IV recherchait "la distribution la plus équitable...

possible", la nouvelle évoque "une société juste" qui encourage "l'égalité des chances". Toutes les tentatives pour garantir des engagements spécifiques sur la redistribution des revenus de la richesse et du pouvoir ont été écartées. Dès lors, la nouvelle clause peut être interprétée de différentes manières qui seraient toutes potentiellement compatibles avec une série de positions politiques allant du courant dominant du parti travailliste à la gauche du parti conservateur, en passant par les libéraux-démocrates.

Néanmoins, face à la question de savoir s'il fallait accepter ou rejeter la nouvelle clause - la seule alternative possible - il y avait beaucoup de bonnes raisons pour l'interpréter de façon favorable et pour accorder le bénéfice du doute à un leader persuasif et engagé.

## 4 - Evolutions programmatiques

**Q**u'est-ce que cela signifiait concrètement sur le plan programmatique ? Il n'existe pas encore de programme, ni de document précis rassemblant les différentes politiques catégorielles, mais il y a à la fois des évolutions et des innovations considérables et des continuités importantes.

### LES CONTINUITÉS.

**I**l y a en particulier trois espaces politiques occupés par les travaillistes au milieu des années quatre-vingts qui leur permettent de se différencier nettement des conservateurs.

- L'économie : les travaillistes rejettent le modèle conservateur du capitalisme individuel basé sur l'économie du marché et soulignent l'importance du lien entre l'efficacité économique et la justice sociale. L'accent est mis sur une main-d'oeuvre stable, hautement qualifiée et bien motivée. Le parti s'engage à ce que la Grande-Bretagne signe la charte sociale européenne. Une loi définissant les droits et les devoirs de chacun sera votée et remplacera le cadre trop restrictif et partisan imposé par les conservateurs.

- L'Europe : au cours des années quatre-vingts, le parti travailliste

---

7)- Les adhérents de circonscription approuvèrent la clause à 90%. Sur 441 sections locales qui firent voter leurs adhérents, seulement trois votèrent contre. Les organisations affiliées (détenant 70% des votes) votèrent à 54,6% pour la nouvelle clause.

est devenu de plus en plus un parti de la Communauté Européenne. La “coopération au sein des institutions européennes” est inscrite dans la nouvelle clause IV. Cet engagement est désormais tempéré par des concessions aux Euro-sceptiques britanniques mais il demeure important, particulièrement pour les syndicats. Il est attractif pour des secteurs importants de l’industrie que les travaillistes cherchent à convaincre. Mais il existe des considérations politiques et économiques à long terme qui doivent également être prises en compte. L’Europe représente le chemin à suivre pour obtenir l’influence internationale optimale et permet la coordination internationale de la politique économique. Le parti travailliste soutient les solutions keynésiennes aux problèmes de l’emploi, y compris la création d’un fonds de croissance européen qui “serait ouvertement contra-cyclique”.

- La Constitution : au fil des ans, le parti a adopté un vaste programme de réformes constitutionnelles : un parlement écossais, une assemblée pour le Pays de Galles, une Déclaration des Droits, une réforme de la Chambre des Lords et le démantèlement des QUANGOS<sup>8)</sup>. Ces réformes continuent de figurer au centre de la politique du parti. La politique de régionalisation a subi certains changements, et fait désormais l’objet d’un processus graduel en ce qui concerne la création des assemblées régionales. L’ampleur des pouvoirs locaux reste à préciser. Cependant, si elle était menée à bien, cette réforme constituerait la réforme la plus importante qui ait été mise en application par un gouvernement britannique au cours de ce siècle.

#### LES INNOVATIONS.

**B**lair s’est fondé sur la nouvelle clause pour affirmer que les vieux conflits socio-économiques appartenaient au passé. L’ère de la lutte des classes - “travail contre capital” - et ses dérivés - “privé contre public”, “marché contre Etat” - est arrivée à sa fin. C’est désormais l’ère du “partenariat” que les travaillistes vont rechercher, entre le public et le privé [, afin de reconstruire l’infrastructure britannique, ] entre employeur et employé ainsi qu’entre les entreprises, les actionnaires et les travailleurs.

Les gouvernements travaillistes seront aussi impliqués directement dans ce partenariat. Le parti semble, en effet, être tenté par un modèle européen de “partenariat social” tout en s’éloignant ouvertement du “vieux corporatisme”.

Les syndicats, on ne cesse de le souligner, ne bénéficieront pas d’une situation “privilégiée”. En conséquence, bien que le parti demeure fermement en faveur du principe du salaire minimum garanti comme élément-clé de son programme anti-pauvreté, l’élaboration des détails de ce principe ne se fera pas dans l’opposition - ce qui est nouveau - mais seulement après l’instauration d’un dialogue entre les partenaires sociaux et la nouvelle “Low Pay Commission” (Commission des petits salaires) et en tenant compte des conséquences économiques et des répercussions sur l’emploi. Les silences programmatiques, ici comme ailleurs, sont aussi la conséquence d’une stratégie visant à ne pas prêter le flanc à la critique et à ne pas prendre de risques, en particulier en ce qui concerne la question du droit du travail.

L’accent mis sur le partenariat a d’autres répercussions. Les thèmes de communautarisme et de cohésion sociale faisaient déjà partie du manifeste du parti travailliste de 1992. Mais ils sont devenus plus centraux et sont repositionnés dans un nouveau paysage politique. En essayant d’attirer les électeurs conservateurs en se présentant comme le parti qui avait repris la tradition chère au conservateur Benjamin Disraéli<sup>9)</sup> - “One Nation” -, Blair a insisté sur les liens qui existaient entre la cohésion sociale et le renouveau national. Il a souligné que les divisions actuelles de la société sont devenues un problème qui concerne tout le monde, y compris les classes moyennes, car le gaspillage des ressources et l’insécurité sociale portent préjudice à chacun.

A la recherche de cette cohésion sociale, Blair a tenté d’explicitier les implications de l’inter-dépendance entre l’individu et la société. En l’oc-

**Blair s’est fondé sur la nouvelle clause pour affirmer que les vieux conflits socio-économiques appartenaient au passé. L’ère de la lutte des classes - “travail contre capital” - et ses dérivés - “privé contre public”, “marché contre Etat” - est arrivée à sa fin. C’est désormais l’ère du “partenariat”**

8)- QUANGOS (Quasi-autonomous non-governmental organisations) : créées par le gouvernement, financées par des fonds publics, ces agences, qui fonctionnent de manière autonome, se sont multipliées dans les années soixante et soixante dix

9)- Benjamin Disraéli (1804-1881) : Leader conservateur, Premier ministre en 1868 et de 1874 à 1880.

ceurence, trois types d'innovations sont tout à fait typiques du "Blairisme".

Premièrement, il a souligné autant la responsabilité individuelle que la responsabilité sociale, les devoirs que les droits et il a insisté en particulier sur le respect des "règles du bien et du mal", s'inscrivant de la sorte dans un courant intellectuel de centre gauche qui critique le laxisme social incontrôlé comme renforçant un climat d'individualisme.

Deuxièmement, Blair a fait figurer au premier plan le rôle de la famille dans l'enseignement de valeurs sociales - le devoir, la responsabilité et la maîtrise de soi, mais aussi les obligations mutuelles, le respect des autres et le rejet de l'égoïsme - qui, plus tard, seront diffusées dans la société tout entière.

Troisièmement, il existe une position typiquement "New Labour" sur la criminalité, déjà développée par Blair lorsqu'il était "ministre fantôme"<sup>(10)</sup> de l'Intérieur sous John Smith. Un lien a été établi entre le besoin généralisé d'une meilleure protection sociale et la critique traditionnelle par le parti travailliste d'un environnement qui encourage la criminalité. Le parti a mis l'accent sur la prévention avec le slogan "tough on crime and tough on the causes of crime" (soyons durs contre la criminalité et durs contre les causes de la criminalité").

Il existe dans ce domaine des similitudes avec certaines des attitudes et des politiques du gouvernement qui sont visibles également dans d'autres domaines. Il y a un certain avantage à tenter de séduire ce que l'on appelle la "middle England" (l'Angleterre des classes moyennes) et les conservateurs hésitants, en présentant les nouvelles politiques travaillistes comme un moyen d'éviter des bouleversements inutiles, après les réorganisations des quinze dernières années et en faisant accepter l'idée que la situation n'est plus la même.

Il en est ainsi de la Sécurité Sociale où les travaillistes, tout en agissant conformément à leurs propres valeurs, promettent "d'améliorer sensiblement" ce qu'ont fait les conservateurs. La priorité consiste à "garder le meilleur et changer le pire". En ce qui concerne l'éducation nationale, on accepte certaines des réformes-clés du gouvernement conservateur tout en les complétant par des réformes qui reflètent les valeurs

travaillistes et ses politiques municipales. La question de savoir dans quelle mesure les valeurs travaillistes se reflètent réellement dans ces réformes reste sujette à controverse.

Il existe un projet plus important qui reste à entreprendre concernant la réforme "radicale" de l'Etat-providence et de la Sécurité Sociale. Le rapport de la commission pour la justice sociale, créée sous la direction de John Smith, n'a pas encore fait l'objet de commentaires détaillés de la part du parti, mais il est clair qu'un des thèmes majeurs sera la nécessité de combattre la dépendance par l'insertion plutôt que par la charité ("a hand up not a hand out"). L'accent sera mis sur l'élimination des effets contreproductifs de l'Etat-providence qui incitent les gens à refuser un travail, ce qui permettra de lutter contre la pauvreté tout en réduisant les dépenses.

Chaque politique élaborée sous la bannière du "New Labour" reflète une distanciation publique vis-à-vis des mythes du "Old Labour". D'où "the New Economics". Mais, insister sur le fait que la capacité limitée de l'économie est la cause à la fois du chômage et de l'inflation, constitue le prolongement d'un message ancien. Le parti veut désormais souligner le besoin de créer un environnement macro-économique stable permettant d'encourager une "culture d'investissements" à long terme. Il y aura une stratégie active de croissance à moyen terme, consistant à promouvoir l'investissement productif ainsi que des mesures, du côté de l'offre, pour éviter une pénurie de la main-d'oeuvre qualifiée et des goulots d'étranglement dans le domaine de la technologie.

Le retrait de la Grande-Bretagne du SME en 1992 a aggravé le sentiment de vulnérabilité du parti, qui ne sait plus comment vont réagir aussi bien le marché des devises que les électeurs conservateurs. C'est pourquoi, dans le contexte d'un environnement économique global et intégré, le "New Labour" propose une politique monétaire d'une orthodoxie et d'une prudence irréprochables. Il ne veut "prendre aucun risque" avec l'inflation. Et il met davantage l'accent sur l'orthodoxie

**Un des thèmes majeurs sera la nécessité de combattre la dépendance par l'insertion plutôt que par la charité ("a hand up not a hand out")**

10)- Gouvernement fantôme : les députés de l'opposition votent pour désigner ceux qui feront partie d'un cabinet fantôme. Le leader du Parti répartit ensuite les portefeuilles. Les "ministres" ainsi désignés deviennent les porte-parole de l'opposition pour leur domaine de compétence qui ne reste pas forcément le leur lorsque l'opposition devient la majorité

financière que sur les aspects cycliques de l'économie.

Cela a bien sûr des répercussions sur la politique du parti en matière d'emploi. Sous la direction de Neil Kinnock, on s'était fait à l'idée que le plein emploi, tel qu'on l'entendait traditionnellement, n'était pas un objectif réalisable. Durant une courte période, pendant le leadership de John Smith, et à la suite de son discours au TUC en 1993, on a rappelé l'importance du plein emploi (d'un côté comme de l'autre de l'éventail politique) et il y eut un semblant d'ouverture vers une politique plus expansionniste. Sous Blair, cela a été clairement désavoué et la bataille d'influence entre les modérés et les radicaux - déjà sensible sous John Smith - a été nettement remportée par les premiers. Le parti travailliste souhaite créer les conditions qui permettent à tous les citoyens de travailler, de se former et d'étudier ; d'où la priorité à la stimulation de créations d'emplois par toute une série de mesures. Mais, alors qu'un objectif sera fixé pour l'inflation, il n'y en aura aucun concernant la création d'emplois.

Cette prudence est aussi clairement visible dans la réaction tactique du parti face à la dénaturation faite par les conservateurs de leurs projets fiscaux et budgétaires de 1992.

Les travaillistes ont démolé très efficacement le bilan fiscal des conservateurs qui sont aujourd'hui décrits comme le parti des impôts élevés et injustes - mais aussi de l'augmentation des dépenses à cause de l'accroissement du chômage et de la criminalité -. Les travaillistes distinguent "le grand nombre qui subit les augmentations d'impôts et les privilégiés qui bénéficient de réductions". De la même façon, ils braquent les projecteurs sur le problème de la fraude fiscale, et mettent en cause les bénéfices exceptionnels, les profits des monopoles, les rémunérations excessives et l'utilisation abusive des stock-options dans les sociétés privatisées. Les électeurs aux revenus moyens ont obtenu l'assurance qu'ils ne seront pas davantage imposés par un gouvernement travailliste.

Cependant, le parti ne prendra aucun engagement d'aucune sorte en matière fiscale jusqu'à la veille des élections. Il n'y aura pas non plus d'engagement en matière de dépenses avant cette date. Les impôts se-

ront justes et équitables sans "taux confiscatoires". Reste à savoir comment cela se traduira dans la pratique et jusqu'à quel point la prudence fiscale se révélera être une transformation du "New Labour" en un parti des impôts modérés.

Enfin, il est un autre domaine dans lequel les évolutions - ou les non-évolutions - peuvent être significatives : la réforme électorale et les relations avec les libéraux démocrates. La politique des travaillistes rejoint considérablement celle des libéraux démocrates dans de nombreux domaines et le parti se situe aujourd'hui très près de ce que souhaitait David Owen, leader du parti démocrate social maintenant disparu - et qui avait fait scission du parti travailliste en 1981<sup>(11)</sup>. On aurait donc pu s'attendre à ce qu'il y eut des velléités de réforme électorale permettant de renforcer les forces anti-conservatrices.

Mais, alors que Kinnock penchait pour un système de représentation proportionnelle à la Chambre des Communes (de fait, sous Smith, le parti avait promis un référendum sur cette question), Blair a toujours soutenu qu'il n'était pas persuadé de la pertinence d'un tel changement. Il est contre les coalitions et préconise un dialogue avec les autres partis à partir d'une position de force (accentuée pour les travaillistes par le système majoritaire à un tour). Néanmoins, cela laisse beaucoup de place à la négociation, en particulier lorsque les travaillistes seront au pouvoir.

## CONSÉQUENCES.

Reste à savoir où tout cela mènera, en ce qui concerne les axes politiques essentiels sur lesquels se battront les travaillistes pendant leur campagne et les priorités d'un prochain gouvernement. Certains aspects importants - comme, par exemple, la politique volontariste en matière d'environnement développée sous la direction de Smith - n'ont pas encore été réexaminés. Reste aussi à savoir quel est le contenu exact des priorités fiscales et budgétaires. La critique des inégalités sociales et les arguments avancés par Blair concernant la cohésion sociale, impliquent un programme radicalement égalitaire. Mais, en pratique, l'adjectif "Nouveau" a eu tendance à correspondre surtout à une dis-

11) - La scission de 1981 : Au printemps 1981, alors que l'aile gauche du Parti prend une place déterminante dans la direction du Labour 12 députés travaillistes dont les anciens ministres David Owen, Roy Jenkins et Shirley Williams, ainsi qu'un député conservateur, fondent le Social Democratic Party. Formant l'Alliance avec le vieux parti libéral, whig, ils remportent de nombreux succès lors d'élections partielles parvenant même à rassembler presque autant de voix que les travaillistes aux élections générales de 1983. En 1988, les deux partis fusionnent pour donner naissance au Parti libéral-démocrate.

tanciation vis-à-vis des politiques traditionnelles de la gauche et le “New Labour” se situe aujourd’hui nettement à la droite de la position qu’occupait le parti travailliste lors de sa dernière campagne.

## 5 - Les relations avec les syndicats.

LES RÉFORMES DE 1993.

Jusqu’ici, j’ai analysé le “New Labour” comme une volonté de changement conduite par une tendance “modernisatrice”, qui a su utiliser à son profit la centralisation du processus d’élaboration programmatique et la concentration du pouvoir essentiellement autour du cabinet du leader. Mais si l’on examine les différents aspects de la réorganisation interne du parti, et quoique Blair soit indubitablement la force d’impulsion dominante, il n’en reste pas moins un héritage important de l’ère Smith sur le plan des structures et de la méthode. Il y a donc une confrontation de forces davantage pluralistes que ce que l’on pourrait croire dans la mise en oeuvre des réformes.

Cette influence est particulièrement manifeste dans le débat sur la place des syndicats au sein du parti, depuis longtemps sujette à

— — — — —  
**S**tructures. Les principales structures du parti travailliste sont les suivantes : le leader et le leader adjoint sont, depuis 1994, élus directement par l’ensemble des adhérents ; le NEC (national executive committee) est l’organe exécutif, élu tous les ans au congrès, et composé de 29 membres : le leader, le leader adjoint, sept membres élus par les adhérents individuels, douze représentants des syndicats, de cinq femmes et le trésorier élus par l’ensemble des adhérents (individuels et affiliés), un représentant des “sociétés socialistes” (coopératives et société fabienne) et un représentant élu par le congrès de la jeunesse. La structure de base est la circonscription législative. Par ailleurs, un regional organizer coordonne l’action des circonscriptions et un national organizer supervise l’ensemble des regional organizers.

controverse dans la politique britannique.

La défaite de 1992 et la suggestion, faite par certains “modernisateurs auto-proclamés”, selon laquelle les difficultés électorales étaient dues aux liens organiques avec les syndicats ont constitué un moment crucial. Après l’élection de 1992, il y a eu, pendant une courte période - et pour la première fois dans l’histoire du parti - un mouvement significatif en faveur d’une séparation parti-

syndicats. Bien qu’au congrès de 1992 cette tendance n’ait bénéficié que d’un soutien minime, elle a eu depuis lors une influence sur l’atmosphère des relations avec les syndicats.

Un comité de réflexion, dont les membres proviennent en grande partie de la direction du parti et des syndicats, a été créé par le comité exécutif national, afin d’examiner l’avenir de cette relation. Ce comité a reconnu qu’il devait y avoir une plus grande ouverture vis-à-vis de nouveaux comportements et de nouvelles forces sociales, au dépens de l’identité “labouriste” du parti, ainsi qu’une réduction du poids des syndicats dans les votes du congrès, jusqu’à ce que ceux-ci ne détiennent plus la majorité des voix. Il fallait aussi que les procédures du parti tiennent davantage compte des adhérents individuels, mais le comité envisageait un nouvel équilibre plutôt qu’un changement radical. Et, avant tout, il soutenait que le lien avec les syndicats garantissait une représentation des travailleurs manuels dans un parti inter-classiste, rapprochait le parti des problèmes des salariés et permettait de maintenir un lien direct avec certains des électeurs de base tout en renforçant la stabilité du centre de gravité du parti en cas de crise.

Au bout du compte, le congrès du Parti a approuvé les propositions de réforme du comité de réflexion encouragées par John Smith. Prises ensemble, elles entraînaient les plus importantes modifications statutaires, concernant les relations parti-syndicats depuis 1918. Ces modifications sont d’ailleurs entrées en vigueur pendant la période électorale et les premiers mois qui ont suivi l’arrivée à la direction de Blair et de Prescott, au moment où le concept du “New Labour” émergeait. Ces modifications touchaient plusieurs aspects des relations avec les syndicats : l’élection de la direction du parti, le vote pour la désignation des candidats et la procédure de vote lors du congrès. Elles ont entraîné deux changements cruciaux.

D’une part, il y a eu une tendance à l’individualisation du vote, comprenant l’élection directe de la direction du parti tout en préservant certains aspects du “vote en bloc”, en particulier lors des congrès où chaque délégation syndicale a tendance, encore aujourd’hui, à voter en bloc.

D'autre part, et de façon très controversée, la désignation des candidats se déroulera désormais par un vote individuel des adhérents, éliminant de ce fait les syndicats. Il y eut également une nette réduction de l'importance du vote des syndicats pour l'élection de la direction, chaque composante du parti (parlementaires, syndicats, sections locales) détenant désormais un tiers des voix. En ce qui concerne les votes des congrès, les syndicats avaient déjà accepté de voir leur part réduite à 70% mais il y eut alors un accord pour diminuer ce chiffre dès que le nombre des adhérents directs aurait dépassé les 300.000, sans que le vote des organisations affiliées tombe en dessous de 50%. On ne connaissait pas, par ailleurs, le calendrier de ce changement.

#### LES RÉFORMES DE 1995.

La nouvelle direction n'avait pas d'idée précise sur ce sujet jusqu'à la dernière étape de la controverse sur la révision de la clause IV, quand l'Unison et les transporteurs décidèrent de s'opposer à cette révision, entraînant de la sorte un regain d'intérêt pour la réforme syndicale.

Jusqu'ici, les syndicats, avec leurs gros paquets de "votes en bloc" avaient été considérés dans l'ensemble comme des alliés utiles et prévisibles, lors des congrès, à côté de délégués de circonscriptions dont on devinait moins bien les intentions. Pour cette raison, ni Kinnock ni Smith n'avaient hâte de réduire le poids des syndicats. Cependant, le projet blairiste s'était davantage focalisé sur les conséquences électorales négatives du lien organique avec les syndicats. Il a récemment expliqué que la meilleure manière de permettre aux syndicats de jouer un rôle stabilisateur serait de voir les syndicalistes adhérer directement au parti. Et, de fait, le soutien apporté par les adhérents individuels à la campagne en faveur de la révision de la clause IV semblait suggérer qu'un tel changement était possible et plus payant électoralement.

Pour leur part, les syndicats étaient prêts à abandonner leur position prépondérante et même à entreprendre une réduction immédiate du vote en tant qu'organisations affiliées jusqu'à 50%, mesure qui doit entrer en vigueur au cours du congrès de 1996. Les nouvelles dispositions

statutaires auront, comme convenu, des répercussions au niveau régional et entraîneront une moindre importance des votes syndicaux pour l'élection de six des sièges au Comité National Exécutif.

Cependant le doute subsiste pour savoir si cet équilibre constituera un "règlement" définitif, sur la base d'un partenariat et d'un partage des pouvoirs, entre les membres affiliés et les adhérents individuels, ce qui est la conviction et le souhait unanime des syndicats. Il n'existe par ailleurs aucun accord limitant ou ralentissant la réforme dans les autres domaines des relations parti-syndicats. C'est un problème récurrent et, en ce moment, des consultations sont en cours concernant la réforme du système de parrainage des parlementaires par les syndicats.

Les consultations concernant ces réformes ont été confiées à un nouvel organisme, le National Trade Union Liaison Committee (Comité national de liaison avec les syndicats). C'est encore un changement qui a coïncidé avec le "New Labour", bien qu'instauré avec l'accord de John Smith. Mais, en pratique, ce comité a du mal à trouver sa place dans l'ensemble des relations entre les syndicats et la direction. Là encore, un certain malaise se retrouve dans de nombreux domaines des relations syndicats-parti, car les incertitudes concernant la politique d'un futur gouvernement travailliste s'ajoutent à celles concernant l'avenir même de leurs relations.

## 6 - La représentation des femmes.

---

Les femmes sont très mal représentées dans les structures de prise de décision locales et nationales du parti travailliste comme parmi les élus du parti. Cette sous-représentation a été considérée comme un handicap électoral. En s'appuyant sur l'expérience d'autres partis de l'Internationale socialiste, le parti travailliste, sous l'impulsion de Kinnock et de Smith, a adopté des mesures de "discrimination positive" permettant aux femmes d'occuper jusqu'à 40% des sièges dans les organes de décision locaux et nationaux. Sous Smith, le parti avait aussi décidé de réserver aux femmes 50% des circonscriptions travaillistes dans lesquelles le député sortant ne se représentait pas, ainsi que 50% des circonscriptions gagnables,

**Sous Smith, le parti avait aussi décidé de réserver aux femmes 50% des circonscriptions travaillistes dans lesquelles le député sortant ne se représentait pas, ainsi que 50% des circonscriptions gagnables**

afin de favoriser une augmentation importante du nombre de femmes députés.

Tout en soutenant le principe d'une représentation accrue des femmes au Parlement, Blair n'était pas très satisfait de la méthode utilisée, qu'il considérait comme susceptible de créer des frictions constantes et de donner une image négative. Cette politique provoqua en effet une campagne permanente dans la presse conservatrice contre le syndrome du "politiquement correct". Pourtant, cette mesure a bénéficié d'un soutien important et les réunions dans lesquelles on décidait dans quelles circonscriptions seules des femmes pouvaient se présenter à la candidature - suivant la méthode du "consensus volontaire" - se sont déroulées mieux que prévu. Néanmoins, la direction a été soumise à des pressions grandissantes, tant de l'extérieur que de l'intérieur du parti, et la controverse s'est poursuivie, surtout à la suite d'un cas particulièrement difficile. Le leader a annoncé récemment qu'après la phase de désignation actuelle, cette mesure "discriminatoire" sera supprimée.

Conséquence de cette mesure, le nombre de femmes au sein du groupe parlementaire travailliste devrait, après les prochaines élections, passer de 13% à 24% : un changement important mais modeste. Ceux qui soutiennent la décision de Blair de mettre fin à cette procédure de désignation considèrent qu'une avancée décisive aura été réalisée. Les femmes, disent-ils, ont désormais moins de difficultés à se faire désigner dans les circonscriptions qui ne leur sont pas réservées. Reste à savoir si cela correspond effectivement à la réalité.

## **7 - La relance du parti.**

Il y a un certain temps déjà que l'on a dû reconnaître que le nombre d'adhérents du parti travailliste était trop faible et sa composition insuffisamment diversifiée, pour subvenir à ses besoins financiers, organisationnels et de représentation. A la suite des élections générales

de 1992, la campagne d'adhésion et la relance du parti ont été puissamment aidées par deux évolutions.

- Depuis des années, de nombreux experts en communication considéraient que les structures locales n'ont qu'un rôle insignifiant dans la mobilisation des électeurs par rapport au poids décisif des media. Mais après les élections de 1992, de nouvelles recherches ont montré que la campagne de terrain pouvait faire la différence<sup>(13)</sup>. En conséquence, de nouveaux efforts ont été accomplis par l'appareil central pour accroître le nombre des membres et relancer les sections locales afin d'encourager une vie de parti plus active et plus attrayante.

- En outre, dans le contexte du débat sur le rôle des syndicats, le recrutement de nouveaux membres était une nécessité urgente pour légitimer les changements prévus dans la procédure de vote des congrès. On a dû aussi reconnaître que cette campagne d'adhésion devait inclure de nombreux syndicalistes afin de garder une composition sociale diversifiée et de rassurer les syndicats. La procédure du "Levy plus", instaurée sous la direction de Smith, - suivant laquelle les syndicalistes pouvaient devenir membres du parti en ne payant que la différence entre l'adhésion au parti et la part politique de leur cotisation syndicale - fut spécialement conçue pour répondre à ce besoin.

Dans certaines circonscriptions - y compris celle de Blair à Sedgfield - une cotisation à tarif réduit, doublée d'une énergique campagne de recrutement au niveau local, a permis d'augmenter le nombre d'adhérents de manière considérable. Ce succès fut reproduit au niveau national en 1994 avec une importante augmentation des adhésions qui commença après la vive émotion soulevée par la mort de John Smith.

Par la suite, pendant et après la campagne pour l'élection de la direction du parti, l'augmentation du nombre des adhérents s'est poursuivie, grâce à une campagne vigoureuse menée, à l'automne, par le leader adjoint John Prescott. 120.000 nouveaux membres ont été recrutés depuis avril 1994, portant le total à 345.000 membres. Le système du "Levy plus" a aussi connu beaucoup de succès, puisque 30.000 adhésions ont été ainsi enregistrées depuis sa création en octobre 1993. Néanmoins, sur le plan de la répartition par catégorie sociale et par sexe,

13)- Seyd, P. et Whiteley, PF Labour's Grass Roots : the Politics of Party Membership - Oxford : Clarendon Press 1992. Denver, D. and Hands, G. Measuring the intensity and effectiveness of constituency campaigning in the 1992 general election dans D. Denver, P. Norris, D. Broughton et c. Rallings (eds) British elections and Parties Yearbook 1993, p. 229-42. Hemel Hempstead : Harvester Wheatsheaf. Seyd, P. Whiteley PF et Richardson, JJ. True Blues : the Politics of Conservative Party Membership - Oxford : Clarendon Press 1994.

---

14)- Les réponses à une étude faite auprès des lecteurs du Labour Party News et fournies volontairement par de nouveaux membres le 16 mai 1995 indiquent les chiffres suivants : 35% de femmes, 65% d'hommes, dont 45% d'hommes et de femmes exerçant une profession libérale, 25% de retraités, 10% de travailleurs manuels, 9% d'étudiants et 9% de chômeurs.

les nouveaux adhérents ressemblent beaucoup à ceux de la décennie précédente : en grande partie des hommes dont la plupart sont cadres ou exercent une profession libérale<sup>(14)</sup>.

La rapidité de l'augmentation des adhérents (ainsi que les démissions ou la passivité des adhérents plus anciens) a été perçue comme la preuve d'une correspondance de plus en plus étroite entre les adhérents d'une part, et les objectifs et les principes du "New Labour" d'autre part. Elle révèle même que le parti travailliste est déjà devenu "littéralement un nouveau parti". Par conséquent, les anciennes craintes concernant l'imprévisibilité du vote des sections locales lors des congrès n'a plus lieu d'être.

Cependant, ce changement historique suscite encore une certaine nervosité - en particulier quant à savoir si ce flux d'adhésions se poursuivrait en cas de gouvernement travailliste -, et quelles seraient exactement les réactions de ces nouveaux membres. Ainsi, alors que la procédure de vote et les mécanismes de consultation internes faisaient l'objet d'une attention inhabituelle, il y avait parallèlement un intérêt croissant pour l'intensification de la formation interne et des changements de procédure.

Le "National Policy Forum" (le Forum politique national) dont la création a été encouragée par Kinnock mais qui est entré en vigueur sous la direction de Smith, a également suscité un grand intérêt. Ce forum, plus petit que le congrès du parti, mais d'une composition plus diversifiée, est chargé d'examiner les documents de politique générale préparés par la direction avant qu'ils ne soient officiellement confirmés par le NEC (Comité exécutif national). Il s'agit d'une structure souple, encore au stade expérimental, dont les méthodes sont destinées à faciliter le dialogue. Cependant, sa fonction précise, ses règles et ses pouvoirs n'ont pas encore été formalisés dans les statuts, et ne bénéficient actuellement d'aucun consensus.

## 8 - L'avenir : potentialités et incertitudes.

---

Ainsi, de nombreuses innovations ont été introduites durant la brève période du "New Labour", mais de nombreuses incertitudes persistent. Celles-ci, ainsi qu'une certaine ambiguïté, sont dans une certaine mesure une conséquence incontournable du positionnement électoral tactique et des ajustements internes du parti qui découlent des priorités de la direction. L'ampleur de ces évolutions et la souplesse du parti ont été remarquables surtout en comparaison du parti travailliste tel qu'il était en 1979 lors de son retour dans l'opposition.

Cependant, sous la surface, se manifestent des sentiments mitigés et d'importantes incertitudes quant à l'avenir.

D'un côté, l'impressionnante compétence de Blair en public et la façon dont le "New Labour" a su se construire sur l'héritage de John Smith, en élargissant la base électorale du parti, en creusant l'écart dans les sondages de manière impressionnante, et en accroissant régulièrement le nombre de ses membres est rassurante : c'est une réussite réelle qui contraste avec le sort des conservateurs, pris dans un tourbillon de désastres politiques. Il est désormais beaucoup plus facile d'envisager une large coalition sociale progressiste qui soutienne un gouvernement travailliste dirigé par Blair suivant le modèle de 1945. En retour, tout cela entretient l'enthousiasme, quelquefois la ferveur, et permet parfois de rendre l'espoir pendant les périodes d'inquiétudes.

Mais ces périodes existent bien et ont récemment été attribuées à une "crise de confiance"<sup>(15)</sup>. Il existe plusieurs motifs d'inquiétude - les uns se focalisant sur le programme, d'autres sur l'image du leader et de ses conseillers - ressentis par de larges secteurs des éléments actifs du parti<sup>(16)</sup>. Cependant il existe trois interrogations spécifiques, souvent exprimées en privé et quelquefois en public, qui symbolisent les inquiétudes sur la stratégie électorale du parti.

- La direction rappelle sans cesse la nécessité de "gagner" et refuse la tendance à la complaisance idéologique. Mais la très grande importance accordée aux exigences des media, le désir d'éliminer tout ce qui pour-

---

15)- Cette description, publiée dans un éditorial critique du "Tribune" du 21 juillet 1995, fut reprise par Martin Kettle, journaliste de renom et supporter de Blair, dans "The Party's jumpy" Guardian 22 juillet 1995.

---

16)- Roy Hattersley MP, ancien leader adjoint, bien que jusqu'ici considéré comme à droite du parti et un supporter de Tony Blair, s'est érigé en défenseur des traditions égalitaires du parti travailliste et de son devoir de "parler en faveur des pauvres"; il accuse également le parti de timidité en matière de propositions fiscales.

rait repousser d'anciens électeurs conservateurs et la volonté d'optimiser les succès immédiats, créent des difficultés à long terme, pour la création d'un espace politique propre. Différentes inquiétudes en découlent, en particulier celle de savoir comment une telle stratégie pourrait préparer l'électorat aux mesures législatives et financières qu'un gouvernement travailliste serait amené à prendre pour atteindre ses objectifs sociaux.

- La tentative d'élargir la base électorale bénéficie d'un large soutien dans le parti, mais l'accent mis sur la classe moyenne et les couches nouvelles "montantes" a conduit à l'affaiblissement de l'identification du parti avec ses électeurs traditionnels et avec les pauvres. La question est de savoir si le parti peut conserver son soutien électoral traditionnel et si un gouvernement dirigé par le New Labour pourrait se focaliser sur les besoins de ceux pour qui le parti a été créé à l'origine.

- Tous les gouvernements travaillistes précédents ont été confrontés aux dures réalités du pouvoir. Ils ont ainsi mesuré les contraintes économiques, sociales et politiques propres au pouvoir. En conséquence, le parti a eu tendance à s'éloigner de certaines des prises de position élaborées au cours de sa période dans l'opposition. Le "New Labour" s'est efforcé d'éviter des promesses irréalistes afin de réduire l'hostilité à son égard, et se constituer de nouveaux alliés. Reste à savoir si - comme on l'espère - cette tactique conduira, sous un gouvernement travailliste, à des réformes limitées certes, mais constantes et durables, ou si le parti perdra ses repères et devra édulcorer sa politique devant les contraintes, surtout si ces politiques sont déjà fort vagues.

Jusqu'ici, en dépit de la rapidité et de l'ampleur des changements, le parti a fait preuve d'une autodiscipline extraordinaire, et il est facile de voir pourquoi. L'enjeu est extrêmement important. Si les travaillistes accèdent au pouvoir il y a beaucoup à espérer d'un gouvernement dirigé par Blair, mais s'ils échouent de nouveau, le coup sera terrible et les conséquences sur les divisions internes imprévisibles. L'état du parti travailliste et la situation des catégories qu'il est censé défendre se détérioreront encore davantage. Quelles que soient les incertitudes concernant le "New Labour", la nature implacable de ce choix constitue aujourd'hui le principal facteur d'union du parti.